

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 770)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**
(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro dell'Interno**
(SCALFARO)

col **Ministro di Grazia e Giustizia**
(MARTINAZZOLI)

col **Ministro della Difesa**
(SPADOLINI)

col **Ministro della Marina Mercantile**
(CARTA)

col **Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato**
(ALTISSIMO)

col **Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale**
(DE MICHELIS)

e col **Ministro della Sanità**
(DEGAN)

(V. Stampato Camera n. 749)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 5 giugno 1984*

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni dell'Organizzazione internazionale del lavoro (OIL) numeri 148, 149, 150, 151 e 152 adottate nel corso della 63^a, della 64^a e della 65^a sessione della Conferenza generale

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni adottate a Ginevra dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del lavoro (OIL):

convenzione n. 148 relativa alla protezione dei lavoratori contro i rischi professionali dovuti all'inquinamento dell'aria, al rumore ed alle vibrazioni sui luoghi di lavoro, adottata il 20 giugno 1977 nel corso della 63^a sessione;

convenzione n. 149 relativa all'impiego e alle condizioni del lavoro e di vita del personale infermieristico, adottata il 21 giugno 1977 nel corso della 63^a sessione;

convenzione n. 150 relativa all'amministrazione del lavoro: ruolo, funzioni e organizzazione, adottata il 26 giugno 1978 nel corso della 64^a sessione;

convenzione n. 151 relativa alla protezione del diritto di organizzazione e alle procedure per la determinazione delle condizioni di impiego nella funzione pubblica, adottata il 27 giugno 1978 nel corso della 64^a sessione;

convenzione n. 152 relativa alla sicurezza e all'igiene del lavoro nelle operazioni portuali, adottata il 25 giugno 1979 nel corso della 65^a sessione.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 18, 10, 12, 11 e 45 delle convenzioni stesse.

Art. 3.

Il Governo della Repubblica è autorizzato ad emanare su proposta del Ministro

della marina mercantile, di concerto con il Ministro degli affari esteri, il Ministro del lavoro e della previdenza sociale e il Ministro della sanità, entro diciotto mesi dall'entrata in vigore della presente legge, uno o più decreti aventi valore di legge ordinaria, per stabilire le norme in materia di sicurezza ed igiene del lavoro applicabili alle operazioni di carico, scarico, trasbordo e movimento in genere di merci nell'ambito portuale per assicurare l'adempimento degli obblighi derivanti dalla convenzione OIL n. 152, in conformità dei criteri direttivi contenuti nella convenzione stessa.

Il Governo è altresì delegato ad emanare, entro lo stesso termine, con uno o più decreti aventi valore di legge ordinaria, le norme necessarie per il coordinamento delle attività di vigilanza delle amministrazioni interessate in materia di prevenzione e di tutela della salute dei lavoratori addetti alle operazioni di cui al precedente comma, al fine di realizzare l'unitarietà e organicità degli interventi.

CONVENTION N. 148

CONVENTION**concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 1^{er} juin 1977, en sa soixante-troisième session;

Notant les conventions et recommandations internationales pertinentes, et notamment la recommandation sur la protection de la santé des travailleurs, 1953; la recommandation sur les services de médecine du travail, 1959; la convention et la recommandation sur la protection contre les radiations, 1960; la convention et la recommandation sur la protection des machines, 1963; la convention sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964; la convention et la recommandation sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964; la convention et la recommandation sur le benzène, 1971, et la convention et la recommandation sur le cancer professionnel, 1974;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au milieu de travail: pollution atmosphérique, bruit et vibrations, question qui constitue la quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingtième jour de juin mil neuf cent soixante-dix-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977:

PARTIE I. — CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS**ARTICLE 1.**

1. La présente convention s'applique à toutes les branches d'activité économique.

2. Un Membre qui ratifie la présente convention peut, après consultation des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés, s'il en existe, exclure de l'application de la convention des branches particulières d'activité économique lorsque cette application soulève des problèmes spécifiques revêtant une certaine importance.

3. Tout Membre qui ratifie la convention devra, dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les branches qui ont été l'objet d'une exclusion en application du paragraphe 2 du présent article et exposer, dans les rapports ultérieurs, l'état de sa législation et de sa pratique quant auxdites branches, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet à la convention en ce qui concerne les branches en question.

ARTICLE 2.

1. Tout Membre peut, après consultation des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, s'il en existe, accepter les obligations prévues par la présente convention séparément en ce qui concerne:

- a) la pollution de l'air;
- b) le bruit;
- c) les vibrations.

2. Un Membre qui n'accepte pas les obligations prévues par la convention pour une ou plusieurs catégories de risques le précisera dans son instrument de ratification et en fournira les motifs dans le premier rapport sur l'application de la convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail. Il devra exposer dans les rapports ultérieurs l'état de sa législation et de sa pratique quant aux catégories de risques qui sont l'objet d'une exclusion, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet à la convention en ce qui concerne chaque catégorie de risques.

3. Tout Membre qui n'a pas, lors de sa ratification, accepté les obligations prévues par la présente convention pour toutes les catégories de risques devra, par la suite, lorsqu'il estimera que les circonstances le permettent, informer le Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations prévues par la convention à l'égard d'une ou plusieurs des catégories précédemment exclues de son acceptation.

ARTICLE 3.

Aux fins de la présente convention:

a) l'expression « pollution de l'air » vise tout air contaminé par des substances qui sont nocives pour la santé ou dangereuses à d'autres égards, quel que soit leur état physique;

b) le terme « bruit » vise tout son qui peut entraîner une perte d'audition ou être nocif pour la santé ou dangereux à d'autres égards;

c) le terme « vibrations » vise toutes vibrations transmises au corps humain par des structures solides et qui sont nocives pour la santé ou dangereuses à d'autres égards.

PARTIE II. — DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 4.

1. La législation nationale devra prescrire que des mesures seront prises sur les lieux de travail pour prévenir les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations, les limiter et protéger les travailleurs contre ces risques.

2. Les modalités d'application des mesures prescrites pourront être adoptées par voie de normes techniques, de recueils de directives pratiques ou par d'autres voies appropriées.

ARTICLE 5.

1. En donnant effet aux dispositions de la présente convention, l'autorité compétente devra agir en consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés.

2. Des représentants des employeurs et des travailleurs seront associés à l'élaboration des modalités d'application des mesures prescrites en vertu de l'article 4.

3. Une collaboration aussi étroite que possible devra être instituée à tous les niveaux entre employeurs et travailleurs pour l'application des mesures prescrites en vertu de la présente convention.

4. Des représentants de l'employeur et des travailleurs de l'entreprise devront avoir la possibilité d'accompagner les inspecteurs lorsqu'ils contrôlent l'application des mesures prescrites en vertu

de la présente convention, à moins que ceux-ci n'estiment, à la lumière des directives générales de l'autorité compétente, que cela risque de porter préjudice à l'efficacité de leur contrôle.

ARTICLE 6.

1. Les employeurs seront tenus pour responsables de l'application des mesures prescrites.

2. Chaque fois que plusieurs employeurs se livreront simultanément à des activités sur un même lieu de travail, ils auront le devoir de collaborer en vue d'appliquer les mesures prescrites, sans préjudice de la responsabilité de chaque employeur à l'égard de la santé et de la sécurité des travailleurs qu'il emploie. Dans les cas appropriés, l'autorité compétente prescrira les procédures générales selon lesquelles cette collaboration doit avoir lieu.

ARTICLE 7.

1. Les travailleurs seront tenus de respecter les consignes de sécurité destinées à prévenir les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, à les limiter et à assurer la protection contre ces risques.

2. Les travailleurs ou leurs représentants auront le droit de présenter des propositions, d'obtenir des informations et une formation et de recourir à l'instance appropriée pour assurer la protection contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail.

PARTIE III. — MESURES DE PREVENTION ET DE PROTECTION

ARTICLE 8.

1. L'autorité compétente devra fixer les critères permettant de définir les risques d'exposition à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail et, le cas échéant, devra préciser, sur la base de ces critères, les limites d'exposition.

2. Lors de l'élaboration des critères et de la détermination des limites d'exposition, l'autorité compétente devra prendre en considération l'avis de personnes qualifiées du point de vue technique, désignées par les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés.

3. Les critères et les limites d'exposition devront être fixés, complétés et révisés à des intervalles réguliers, à la lumière des connaissances et des données nouvelles nationales et internationales en tenant compte, dans la mesure du possible, de toute augmen-

tation des risques professionnels résultant de l'exposition simultanée à plusieurs facteurs nocifs sur le lieu de travail.

ARTICLE 9.

Dans la mesure du possible, tout risque dû à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations devra être éliminé sur les lieux de travail:

- a) par des mesures techniques appliquées aux nouvelles installations ou aux nouveaux procédés lors de leur conception ou de leur mise en place, ou par des adjonctions techniques apportées aux installations ou procédés existants ou, lorsque cela n'est pas possible;
- b) par des mesures complémentaires d'organisation du travail.

ARTICLE 10.

Lorsque les mesures prises en vertu de l'article 9 ne réduisent pas la pollution de l'air, le bruit et les vibrations sur les lieux de travail aux limites spécifiées en vertu de l'article 8, l'employeur devra fournir et entretenir l'équipement de protection individuelle approprié. L'employeur ne devra pas obliger un travailleur à travailler sans l'équipement de protection individuelle fourni en vertu du présente article.

ARTICLE 11.

1. L'état de santé des travailleurs exposés ou susceptibles d'être exposés aux risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit ou aux vibrations sur les lieux de travail devra être soumis à une surveillance, à des intervalles appropriés, dans les circonstances et conformément aux modalités fixées par l'autorité compétente. Cette surveillance devra comporter un examen médical préalable à l'affectation et des examens périodiques, dans des conditions déterminées par l'autorité compétente.

2. La surveillance prévue au paragraphe 1 du présent article ne devra entraîner aucune dépense pour le travailleur intéressé.

3. Lorsque le maintien d'un travailleur à un poste qui implique l'exposition à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations est déconseillé pour des raisons médicales, tous les moyens devront être mis en œuvre, conformément à la pratique et aux conditions nationales, pour le muter à un autre emploi convenable ou pour lui assurer le maintien de son revenu par des prestations de sécurité sociale ou par toute autre méthode.

4. Les mesures prises pour donner effet à la présente convention ne devront pas affecter défavorablement les droits des travailleurs au titre de la législation sur la sécurité sociale ou l'assurance sociale.

ARTICLE 12.

L'utilisation de procédés, substances, machines ou matériels — spécifiés par l'autorité compétente — entraînant l'exposition de travailleurs aux risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail devra être notifiée à l'autorité compétente et cette autorité pourra, le cas échéant, l'autoriser selon des modalités déterminées ou l'interdire.

ARTICLE 13.

Toutes les personnes intéressées:

a) devront être informées de manière adéquate et appropriée des risques professionnels susceptibles de se présenter sur les lieux de travail du fait de la pollution de l'air, du bruit et des vibrations;

b) devront également avoir reçu des instructions adéquates et appropriées, quant aux moyens disponibles pour prévenir ces risques, les limiter et protéger les travailleurs contre ces risques.

ARTICLE 14.

Des mesures, tenant compte des conditions et des ressources nationales, devront être prises pour promouvoir la recherche dans le domaine de la prévention et de la limitation des risques dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail.

PARTIE IV.—MESURES D'APPLICATION

ARTICLE 15.

Selon les modalités et dans les circonstances fixées par l'autorité compétente, l'employeur devra être tenu de désigner une personne compétente, ou avoir recours à un service compétent extérieur ou commun à plusieurs entreprises, pour s'occuper des questions de prévention et de limitation de la pollution de l'air, du bruit et des vibrations sur les lieux de travail.

ARTICLE 16.

Chaque Membre devra:

a) prendre, par voie de législation ou par toute autre méthode conforme à la pratique et aux conditions nationales, les mesures nécessaires, y compris l'adoption de sanctions appropriées, pour donner effet aux dispositions de la convention;

b) charger des services d'inspection appropriés du contrôle de l'application des dispositions de la convention ou vérifier qu'une inspection adéquate est assurée.

PARTIE V.—DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 17.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 18.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 19.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, dénoncer la convention dans son ensemble ou à l'égard de l'une ou plusieurs des catégories de risques visées à l'article 2 ci-dessus, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 20.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 21.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 22.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 23.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 19 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 24.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-troisième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 22 juin 1977.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-troisième jour de juin 1977:

Le Président de la Conférence,
J. K. AMEDUME

Le Directeur général du Bureau international du Travail,
FRANCIS BLANCHARD

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE N. 148

CONVENZIONE

relativa alla protezione dei lavoratori contro i rischi professionali dovuti all'inquinamento dell'aria, ai rumori e alle vibrazioni sui luoghi di lavoro

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata dal Consiglio d'amministrazione del Bureau international du Travail e riunitasi a Ginevra il 1° giugno 1977 per la 63ª sessione;

Preso atto delle convenzioni e raccomandazioni internazionali pertinenti e in particolare della raccomandazione sulla protezione della salute dei lavoratori, 1953; della raccomandazione sui servizi di medicina del lavoro, 1959; della convenzione e raccomandazione sulla protezione dalle radiazioni, 1960; della convenzione e raccomandazione sulla protezione dei lavoratori addetti ai macchinari, 1963; della convenzione sulle prestazioni in caso di infortunio sul lavoro e di malattie professionali, 1964; della convenzione e raccomandazione sull'igiene (commercio ed uffici), 1964; della convenzione e raccomandazione sul benzene, 1971; della convenzione e raccomandazione sul cancro professionale, 1974;

Deciso di adottare varie proposte riguardanti l'ambiente di lavoro: inquinamento atmosferico, rumori e vibrazioni, questioni riportate nel punto quarto dell'ordine del giorno della sessione;

Deciso che tali proposte si concretizzino nella forma di una convenzione internazionale,

adotta il venti giugno millenovecentosettantasette la convenzione che segue con il nome di Convenzione per la protezione dell'ambiente di lavoro (inquinamento dell'aria, rumori e vibrazioni), 1977.

PARTE I. CAMPO DI APPLICAZIONE E DEFINIZIONE

ARTICOLO 1.

1. La presente Convenzione è applicabile a tutti i settori dell'attività economica.

2. Il Membro ratificante la presente Convenzione, dopo consultazioni con le organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se è il caso, può escludere determinati settori economici dall'applicazione della Convenzione quando questa comporti specifici problemi di considerevole importanza.

3. Qualsiasi Membro ratificante la Convenzione, in una prima relazione sulla sua applicazione, che egli è tenuto a presentare ai sensi dell'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, dovrà indicare, motivandone la ragione, i settori oggetto d'esclusione in riferimento al paragrafo 2 del presente articolo ed esporre in una ulteriore relazione la normativa e la sua applicazione riguardante i settori disciplinati, precisando in che misura la Convenzione ha trovato applicazione o se ne intenda dare per tali settori.

ARTICOLO 2.

1. Qualsiasi Membro, dopo consultazioni con le organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, se è il caso, può assumere separatamente gli obblighi previsti dalla presente Convenzione riguardo a:

- a) inquinamento dell'aria;
- b) rumori;
- c) vibrazioni.

2. Il Membro che non accetta gli obblighi previsti dalla Convenzione per una o più delle categorie dei rischi, dovrà precisarlo nel suo strumento di ratifica, motivandone la ragione nella prima relazione sulla applicazione della Convenzione, che egli è tenuto a presentare ai sensi dell'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro. Con successive relazioni dovrà riferire della normativa e della sua applicazione riguardante le categorie dei rischi oggetto d'esclusione, precisando in che misura la Convenzione ha trovato applicazione o se ne intenda dare, per quanto concerne ogni categoria di rischio.

3. Qualsiasi Membro che al momento della ratifica non ha accettato gli obblighi imposti dalla presente Convenzione per nessuna delle categorie dei rischi, dovrà, in seguito, quando riterrà che le circostanze lo permettano, informare il Direttore generale del Bureau international du Travail dell'accettazione degli obblighi previsti dalla Convenzione, nei confronti di una o più delle categorie.

ARTICOLO 3.

Ai fini della presente Convenzione:

- a) l'espressione « inquinamento dell'aria » si riferisce a qualsiasi ambiente contaminato da sostanze nocive alla salute o comunque pericolose quali che siano le loro caratteristiche;

b) il termine « rumore » si riferisce a qualunque suono che può comportare la perdita dell'udito o che può essere nocivo alla salute o comunque pericoloso;

c) il termine « vibrazioni » si riferisce a qualsiasi vibrazione nociva alla salute o comunque pericolosa trasmessa al corpo umano da strutture solide.

PARTE II. DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 4.

1. La legislazione nazionale dovrà prescrivere misure da adottare sui luoghi di lavoro per prevenire, limitare e tutelare i lavoratori contro i rischi professionali causati dall'inquinamento dell'aria, dai rumori e dalle vibrazioni.

2. Le modalità di applicazione delle misure prescritte potranno essere adottate sotto forma di norme tecniche, raccolte di direttive o sotto altra adeguata forma.

ARTICOLO 5.

1. Per l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione l'autorità competente dovrà consultarsi con le organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati.

2. Rappresentanti dei datori di lavoro e dei lavoratori elaboreranno congiuntamente le modalità di applicazione delle misure prescritte ai sensi dell'articolo 4.

3. Avrà luogo a tutti i livelli una collaborazione la più efficace possibile tra datori di lavoro e lavoratori per l'applicazione delle misure prescritte ai sensi della presente Convenzione.

4. Rappresentanti del datore di lavoro e dei lavoratori dell'impresa dovranno avere la possibilità di accompagnare gli ispettori al momento del controllo dell'applicazione delle misure prescritte ai sensi della presente Convenzione, a meno che questi non ritengano, alla luce delle direttive generali della competente autorità, che ciò possa nuocere all'efficacia del loro controllo.

ARTICOLO 6.

1. I datori di lavoro sono ritenuti responsabili dell'applicazione delle prescritte misure.

2. Ogni volta che più datori di lavoro svolgano simultaneamente l'attività sul medesimo luogo di lavoro, hanno il dovere di

collaborare per l'applicazione delle prescritte misure senza pregiudicare la responsabilità personale di ciascun datore di lavoro per la salute e la sicurezza dei lavoratori impiegati. Nei casi appropriati l'autorità competente prescriverà le procedure generali regolanti le suddette collaborazioni.

ARTICOLO 7.

1. I lavoratori sono tenuti a rispettare le istruzioni di sicurezza per la prevenzione dei rischi professionali causati dall'inquinamento dell'aria, dai rumori e dalle vibrazioni sui luoghi di lavoro, a limitarli e ad assicurare la tutela contro tali rischi.

2. I lavoratori o i loro rappresentanti hanno diritto di presentare proposte, ottenere informazioni e istruzioni, di ricorrere alla competente autorità per assicurare la protezione contro i rischi professionali causati dall'inquinamento dell'aria, dai rumori e dalle vibrazioni sui luoghi di lavoro.

PARTE III. MISURE DI PREVENZIONE E DI PROTEZIONE

ARTICOLO 8.

1. La competente autorità dovrà stabilire i criteri per la determinazione dei rischi da esposizione all'inquinamento dell'aria, ai rumori e alle vibrazioni sui luoghi di lavoro e se necessario dovrà prescrivere sulla base di tali criteri i limiti di esposizione.

2. Al momento dell'elaborazione dei criteri e della determinazione dei limiti di esposizione, la competente autorità dovrà considerare il parere di persone qualificate dal punto di vista tecnico, designate dalle organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati.

3. I criteri e i limiti di esposizione dovranno essere stabiliti, completati e riesaminati ad intervalli regolari, considerati i nuovi dati e conoscenze nazionali e internazionali, tenuto conto, nella misura del possibile, di ogni aumento dei rischi professionali derivanti dalla simultanea esposizione sul luogo di lavoro a più fattori nocivi.

ARTICOLO 9.

Qualsiasi rischio causato dall'inquinamento dell'aria, dai rumori e dalle vibrazioni dovrà essere eliminato nella misura del possibile sui luoghi di lavoro:

a) ricorrendo ad apparecchiature tecniche applicate ai nuovi impianti o ai nuovi processi produttivi al momento della loro pro-

gettazione o messa in funzione ovvero quando questo sia impossibile ricorrendo ad accorgimenti tecnici da effettuare sugli impianti o processi produttivi esistenti;

b) ricorrendo a norme complementari di organizzazione del lavoro.

ARTICOLO 10.

Nel caso che le misure adottate ai sensi dell'articolo 9 non riducano entro i limiti indicati dall'articolo 8 l'inquinamento dell'aria, i rumori e le vibrazioni sui luoghi di lavoro, il datore di lavoro deve fornire adeguata attrezzatura per la protezione individuale e provvedere alla sua manutenzione. Il datore di lavoro non può obbligare l'addetto a svolgere le mansioni senza attrezzatura di protezione individuale messa a disposizione ai sensi del presente articolo.

ARTICOLO 11.

1. Lo stato di salute dei lavoratori, esposti o suscettibili di essere esposti ai rischi professionali causati dall'inquinamento dell'aria, dai rumori o dalle vibrazioni sui luoghi di lavoro, dovrà essere controllato ad intervalli adeguati secondo le circostanze e in conformità alle modalità stabilite dalla competente autorità. Tale controllo consiste in un esame medico preliminare alla loro destinazione a quel lavoro e in esami periodici alle condizioni stabilite dalla competente autorità.

2. Il controllo previsto al primo paragrafo del presente articolo non deve comportare alcuna spesa per il lavoratore.

3. Quando per motivi di salute si sconsigli il mantenimento del lavoratore in un ambiente che comporta l'esposizione all'inquinamento dell'aria, ai rumori e alle vibrazioni, dovranno essere prese tutte le misure conformemente alla pratica e alle condizioni nazionali per provvedere al suo trasferimento in altro luogo di lavoro adeguato o per assicurargli il mantenimento del suo reddito mediante prestazioni di sicurezza sociale ovvero provvedendo altrimenti.

4. Le misure adottate per dare effetto alla presente Convenzione non dovranno ledere i diritti del lavoratore secondo la legislazione della sicurezza sociale o assicurazione sociale.

ARTICOLO 12.

L'utilizzazione di processi produttivi, di sostanze, macchinari o materiali - indicati dalla competente autorità - che comportano l'esposizione dei lavoratori a rischi professionali causati dall'inqui-

namento dell'aria, dai rumori e dalle vibrazioni sui luoghi di lavoro, deve essere notificata alla competente autorità che potrà, quando necessario, o autorizzare l'utilizzazione con modalità particolari, ovvero proibirla.

ARTICOLO 13.

Tutti gli interessati:

a) devono essere informati in maniera appropriata e adeguata dei rischi professionali che possono aversi sui luoghi di lavoro a causa dell'inquinamento dell'aria, dei rumori e delle vibrazioni;

b) devono anche essere istruiti in maniera adeguata e appropriata sui mezzi a disposizione per prevenire questi rischi, limitarli e proteggere i lavoratori da tali rischi.

ARTICOLO 14.

Tenuto conto delle condizioni e risorse nazionali, dovranno essere adottate misure per promuovere la ricerca nel campo della prevenzione e della limitazione dei rischi causati dall'inquinamento dell'ambiente, dai rumori e dalle vibrazioni sui luoghi di lavoro.

PARTE IV. MISURE DI APPLICAZIONE

ARTICOLO 15.

Nei casi e secondo le modalità stabilite dalla competente autorità, il datore di lavoro deve designare una persona competente, ovvero servirsi di un ufficio esterno competente o comune a più imprese, per i problemi di prevenzione e limitazione dell'inquinamento dell'ambiente, dei rumori e delle vibrazioni sui luoghi di lavoro.

ARTICOLO 16.

Ogni Membro dovrà:

a) adottare con legge o con altro metodo conforme alla prassi e alle condizioni nazionali, le opportune misure, compresa l'adozione di adeguate sanzioni, per l'applicazione delle disposizioni della Convenzione;

b) incaricare degli uffici di ispezione adeguati del controllo sulla applicazione delle disposizioni della Convenzione o verificare che vengano eseguite adeguate ispezioni.

PARTE V. DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 17.

Le ratifiche formali della presente Convenzione verranno comunicate al Direttore Generale del Bureau international du Travail che provvederà alla registrazione.

ARTICOLO 18.

1. La presente Convenzione vincola solo i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore Generale.

2. La presente Convenzione entra in vigore dodici mesi dopo la registrazione, effettuata dal Direttore Generale, delle ratifiche di due Membri.

3. La presente Convenzione successivamente entrerà in vigore per ogni Membro dopo dodici mesi dalla data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 19.

1. Ciascun Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può, allo scadere di un periodo di 10 anni dopo la data dell'entrata in vigore iniziale della Convenzione, denunciare la Convenzione nel suo insieme o per una o più categorie dei rischi contemplati dall'articolo 2 precedente, mediante un atto comunicato al Direttore Generale del Bureau international du Travail e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la data di registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che nel periodo di un anno dopo la scadenza del termine di dieci anni di cui al precedente paragrafo, non si avvalga della facoltà di denuncia, prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di 10 anni e, in seguito, potrà denunciare la presente Convenzione alla scadenza di ciascun periodo di 10 anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 20.

1. Il Direttore Generale del Bureau international du Travail notificherà ad ogni Membro dell'Organizzazione internazionale del

Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e le denunce che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Il Direttore Generale, con la notifica della registrazione della seconda ratifica comunicatagli, richiamerà l'attenzione dei Membri della Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 21.

1. Il Direttore Generale del Bureau international du Travail, ai fini della registrazione di cui all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, comunicherà al Segretario Generale delle Nazioni Unite esaurienti informazioni su tutte le ratifiche e denunce da lui registrate conformemente ai precedenti articoli.

ARTICOLO 22.

Il Consiglio d'amministrazione del Bureau international du Travail, ogni volta che lo riterrà necessario, presenterà alla Conferenza generale una relazione sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà, se del caso, l'iscrizione all'ordine del giorno della Conferenza della questione della totale o parziale revisione della Convenzione stessa.

ARTICOLO 23.

1. Nel caso in cui la Conferenza adotti una nuova convenzione sulla revisione totale o parziale della presente Convenzione e a meno che la nuova convenzione disponga altrimenti:

a) la ratifica, da parte di un Membro, della nuova convenzione sulla revisione comporta di pieno diritto, nonostante l'articolo 19 di cui sopra, la denuncia immediata della presente Convenzione con riserva che la nuova convenzione sulla revisione sia entrata in vigore;

b) con l'entrata in vigore della nuova convenzione sulla revisione, la presente cessa di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione rimane comunque in vigore nella sua forma e tenore per coloro che l'hanno ratificata e non intendano ratificare la convenzione sulla revisione.

ARTICOLO 24.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo originale della Convenzione debitamente adottato dalla Conferenza generale della Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua 63^a sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 22 giugno 1977.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le firme il ventitré giugno 1977:

Il Presidente della Conferenza

J.K. AMEDUME

*Il Direttore Generale
dell'Ufficio internazionale del lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION N. 149

CONVENTION
concernant l'emploi et les conditions de travail
et de vie du personnel infirmier

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève, par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 1^{er} juin 1977, en sa soixante-troisième session;

Reconnaissant le rôle essentiel que joue le personnel infirmier, en collaboration avec les autres travailleurs dans le domaine de la santé, dans la protection et l'amélioration de la santé et du bien-être de la population;

Reconnaissant que le secteur public en tant qu'employeur de personnel infirmier devrait jouer un rôle actif dans l'amélioration des conditions d'emploi et de travail du personnel infirmier;

Constatant que la situation actuelle du personnel infirmier dans de nombreux pays, caractérisée par la pénurie d'effectifs qualifiés et une utilisation parfois inadaptée du personnel existant, fait obstacle au développement de services de santé efficaces;

Rappelant que le personnel infirmier est couvert par de nombreuses conventions et recommandations internationales du travail qui fixent des normes de portée générale en matière d'emploi et de conditions de travail, telles que les instruments sur la discrimination, sur la liberté syndicale et le droit de négociation collective, sur la conciliation et l'arbitrage volontaires, sur la durée du travail, les congés annuels et le congé-éducation payé, la sécurité sociale et les services sociaux, la protection de la maternité et de la santé;

Considérant que, eu égard aux conditions particulières dans lesquelles s'exerce la profession infirmière, il convient de compléter ces normes générales par des normes spécialement applicables au personnel infirmier, destinées à lui assurer une condition correspondant à son rôle dans le domaine de la santé et acceptable pour lui-même;

Notant que les normes ci-après ont été élaborées en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et que cette collaboration se poursuivra en vue d'en promouvoir et d'en assurer l'application;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'emploi et aux conditions de travail et de vie du personnel infirmier, question qui constitue le sixième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent soixante-dix-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le personnel infirmier, 1977:

ARTICLE 1.

1. Aux fins de la présente convention, les termes « personnel infirmier » désignent toutes les catégories de personnel qui fournissent des soins et des services infirmiers.

2. La présente convention s'applique à tout le personnel infirmier, où qu'il exerce ses fonctions.

3. L'autorité compétente peut, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, adopter des dispositions spéciales pour le personnel infirmier qui fournit des soins et des services infirmiers à titre bénévole; ces dispositions ne devront pas déroger à l'article 2, paragraphe 2 a), et aux articles 3, 4 et 7 de la présente convention.

ARTICLE 2.

1. Chaque Membre ayant ratifié la présente convention devra, selon des méthodes appropriées aux conditions nationales, élaborer et mettre en oeuvre une politique des services et du personnel infirmiers qui, dans le cadre d'une programmation générale de la santé, s'il en existe, vise à assurer les soins infirmiers quantitativement et qualitativement nécessaires pour amener la population au niveau de santé le plus élevé possible, compte tenu des ressources disponibles pour les soins de santé dans leur ensemble.

2. En particulier, il prendra les mesures nécessaires pour assurer au personnel infirmier:

a) une éducation et une formation appropriées pour l'exercice de ses fonctions et

b) des conditions d'emploi et de travail, y compris des perspectives de carrière et une rémunération,

qui soient propres à attirer et à retenir le personnel dans la profession.

3. La politique visée au paragraphe 1 ci-dessus sera élaborée en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés, là où de telles organisations existent.

4. Ladite politique sera coordonnée avec les politiques concernant les autres aspects de la santé et les autres travailleurs dans le domaine de la santé, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés.

ARTICLE 3.

1. Les exigences de base en matière d'enseignement et de formation du personnel infirmier et le contrôle de cet enseignement et de cette formation seront prévus par la législation nationale ou par l'autorité ou les organismes professionnels compétents, habilités à cet effet par la législation nationale.

2. L'enseignement et la formation du personnel infirmier seront coordonnés avec l'enseignement et la formation donnés aux autres travailleurs dans le domaine de la santé.

ARTICLE 4.

La législation nationale précisera les conditions auxquelles sera subordonné le droit d'exercer en matière de soins et de services infirmiers et réservera ce droit aux personnes remplissant ces conditions.

ARTICLE 5.

1. Les mesures seront prises pour encourager la participation du personnel infirmier à la planification des services infirmiers et la consultation de ce personnel sur les décisions le concernant, selon des méthodes appropriées aux conditions nationales.

2. La détermination des conditions d'emploi et de travail se fera de préférence par négociation entre les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés.

3. Le règlement des conflits survenant à propos de la détermination des conditions d'emploi sera recherché par voie de négociation entre les parties ou, d'une manière telle qu'elle bénéficie de la confiance des parties intéressées, par une procédure donnant des garanties d'indépendance et d'impartialité, telle que la médiation, la conciliation ou l'arbitrage volontaire.

ARTICLE 6.

Le personnel infirmier bénéficiera de conditions au moins équivalents à celles des autres travailleurs du pays concerné, dans les domaines suivants:

a) durée du travail, y compris la réglementation et la compensation des heures supplémentaires, des heures incommodes ou astreignantes et du travail par équipes;

b) repos hebdomadaire;

c) congé annuel payé;

d) congé-éducation;

e) congé de maternité;

f) congé de maladie;

g) sécurité sociale.

ARTICLE 7.

Chaque Membre s'efforcera, si nécessaire, d'améliorer les dispositions législatives existant en matière d'hygiène et de sécurité du travail en les adaptant aux caractéristiques particulières du travail du personnel infirmier et du milieu où il s'accomplit.

ARTICLE 8.

Pour autant qu'elles ne soient pas mises en application par voie de convention collective, de règlement d'entreprise, de sentence arbitrale ou de décision judiciaire, ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale et paraissant appropriée, compte tenu des conditions propres à chaque pays, les dispositions de la présente convention devront être appliquées par voie de législation nationale.

ARTICLE 9.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 10.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 11.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 12.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 13.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 14.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 15.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 11 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 16.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-troisième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclaré close le 22 juin 1977.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-troisième jour de juin 1977:

Le Président de la Conférence,

J.K. AMEDUME

*Le Directeur général du
Bureau international du Travail,*

FRANCIS BLANCHARD

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE N. 149

CONVENZIONE**relativa all'impiego e alle condizioni di lavoro e di vita
del personale infermieristico**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del lavoro ed ivi riunitasi il 1° giugno 1977, nella sua sessantatreesima sessione;

Riconosciuto il ruolo essenziale che svolge il personale infermieristico, in collaborazione con gli altri lavoratori nel settore della sanità, per la protezione ed il miglioramento della salute e del benessere della popolazione;

Riconosciuto che il pubblico settore, in quanto datore di lavoro del personale infermieristico dovrebbe svolgere un ruolo attivo nel miglioramento delle condizioni d'impiego di lavoro del personale infermieristico;

Constatato che l'attuale situazione del personale infermieristico in vari paesi, caratterizzata da penuria di personale qualificato e talvolta da inadeguata utilizzazione del personale esistente, costituisce un ostacolo allo sviluppo di efficaci servizi sanitari;

Ricordato che il personale infermieristico è tutelato da varie convenzioni e raccomandazioni internazionali di lavoro che fissano norme di portata generale in materia d'impiego e condizioni di lavoro, quali gli strumenti sulla discriminazione, sulla libertà sindacale ed il diritto a negoziati collettivi, sulla conciliazione e l'arbitrato volontari, sulla durata del lavoro, i congedi annuali ed il congedo-studio pagato, la sicurezza sociale ed i servizi sociali, la protezione della maternità e della salute;

Considerato che in relazione alle particolari condizioni nelle quali si svolge la professione d'infermiere, conviene completare dette norme generali con norme particolari applicabili al personale infermieristico e destinate ad assicurargli una condizione che corrisponda al suo ruolo nel settore della sanità e che sia per lui stesso accettabile;

Rilevato che le norme qui di seguito indicate sono state elaborate in collaborazione con l'Organizzazione mondiale della sanità e che questa collaborazione continuerà per promuovere ed incoraggiarne l'applicazione;

Dopo aver deciso di adottare varie proposte relative all'impiego ed alle condizioni di lavoro e di vita del personale infermieristico la cui questione costituisce il sesto punto all'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che queste proposte prenderebbero la forma di una convenzione internazionale,

adotta, il ventuno giugno millenovecentosettantasette, la convenzione qui di seguito indicata, che sarà denominata Convenzione sul personale infermieristico, 1977.

ARTICOLO 1.

1. Ai fini della presente convenzione, l'espressione « personale infermieristico » indica tutte le categorie di personale che forniscono cure e servizi infermieristici.

2. La presente convenzione si applica a tutto il personale infermieristico ovunque svolga le sue funzioni.

3. L'autorità competente può, dopo aver consultato le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, se esistono, adottare disposizioni speciali per il personale infermieristico che fornisce a titolo benevolo cure e servizi infermieristici; queste disposizioni non dovranno derogare all'articolo 2, paragrafo 2-a), e agli articoli 3, 4 e 7 della presente convenzione.

ARTICOLO 2.

1. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione dovrà, secondo metodi adatti alle condizioni nazionali, elaborare e mettere in atto una politica dei servizi e del personale infermieristico che, nel quadro di una programmazione generale della sanità, se esiste, tenda a garantire quantitativamente e qualitativamente le cure paramediche necessarie a portare la popolazione al più alto livello possibile di salute, tenuto conto nel loro insieme delle risorse disponibili per la salute.

2. In particolare, egli prenderà le misure necessarie per assicurare al personale infermieristico:

a) educazione e formazione adatte all'esercizio delle sue funzioni;

b) condizioni d'impiego e di lavoro, incluse prospettive di carriera e remunerazione, che possano attirare e trattenere il personale nella professione.

3. La politica considerata al paragrafo 1, suindicato, sarà elaborata d'intesa con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati, là ove tali organizzazioni esistono.

4. Detta politica sarà coordinata con le politiche concernenti gli altri aspetti della sanità e gli altri lavoratori nel settore della sanità, d'intesa con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessati.

ARTICOLO 3.

1. Le esigenze di base in materia d'insegnamento e formazione del personale infermieristico ed il controllo di questo insegnamento e di questa formazione saranno previsti dalla legislazione nazionale o dall'autorità o dagli organismi professionali competenti a tale scopo abilitati dalla legislazione nazionale.

2. L'insegnamento e la formazione del personale infermieristico saranno coordinati con l'insegnamento e la formazione dati agli altri lavoratori nel settore della sanità.

ARTICOLO 4.

La legislazione nazionale preciserà le condizioni alle quali sarà subordinato il diritto d'esercizio in materia di cure e servizi infermieristici e riserverà questo diritto alle persone che soddisferanno a tali condizioni.

ARTICOLO 5.

1. Saranno presi dei provvedimenti per incoraggiare la partecipazione del personale infermieristico alla pianificazione dei servizi paramedici e la consultazione di questo personale sulle decisioni che lo concernono, secondo metodi appropriati alle condizioni nazionali.

2. La determinazione delle condizioni d'impiego e lavoro si farà di preferenza tramite negoziato tra le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori interessati.

3. La soluzione dei conflitti che sorgeranno a proposito della determinazione delle condizioni d'impiego sarà ricercata tra le parti per le vie negoziali o in maniera tale da avere la fiducia delle

parti interessate, con una procedura che dia garanzie d'indipendenza e imparzialità come mediazione, conciliazione o arbitrato volontario.

ARTICOLO 6.

Il personale infermieristico godrà di condizioni almeno equivalenti a quelle di altri lavoratori del paese interessato, nei seguenti settori:

- a) durata del lavoro, inclusi la regolamentazione ed il compenso per le ore straordinarie, le ore scomode o disagiate e per il lavoro a turni;
- b) riposo settimanale;
- c) congedo annuo pagato;
- d) congedo per studio;
- e) congedo per maternità;
- f) congedo per malattia;
- g) sicurezza sociale.

ARTICOLO 7.

Ogni membro si sforzerà, se necessario, di migliorare le disposizioni legislative esistenti in materia d'igiene e sicurezza del lavoro, adattandole alle caratteristiche particolari del lavoro del personale infermieristico e dell'ambiente ove si svolge.

ARTICOLO 8.

Le disposizioni della presente convenzione dovranno essere applicate tramite la legislazione nazionale, a meno che non siano applicate con convenzioni collettive, regolamento d'impresa, sentenza arbitrale o delibera giudiziaria o con qualsiasi altra maniera conforme alla prassi nazionale e che sia appropriata, tenuto conto delle condizioni proprie di ciascun paese.

ARTICOLO 9.

Le ratifiche formali della presente convenzione saranno comunicate al direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro che procederà alla loro registrazione.

ARTICOLO 10.

1. La presente convenzione vincolerà soltanto i membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due membri saranno state registrate dal direttore generale.

3. In seguito, questa convenzione entrerà in vigore per ciascun membro dodici mesi dopo la data in cui sarà stata registrata la ratifica.

ARTICOLO 11.

1. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione, può denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni, dopo la data dell'iniziale entrata in vigore della convenzione, mediante atto trasmesso al direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro e che egli registrerà. La denuncia avrà effetto solo dopo un anno dalla sua registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione e che, passato un anno dopo lo scadere del periodo di 10 anni indicato al paragrafo precedente, non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione allo scadere di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 12.

1. Il direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro notificherà a tutti i membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e di tutte le denunce che gli saranno comunicate dai membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il direttore generale attirerà l'attenzione dei membri dell'Organizzazione sulla data alla quale la presente convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 13.

Il direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro comunicherà al segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e atti di denuncia che egli avrà registrati in base agli articoli precedenti.

ARTICOLO 14.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione e esaminerà l'opportunità di inserire all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 15.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione che, in parte o in tutto, modificasse la presente convenzione e a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un membro della nuova convenzione di modifica comporterebbe di pieno diritto, malgrado l'articolo 11, la denuncia immediata della presente convenzione con riserva che la nuova convenzione modificata sia entrata in vigore;

b) a decorrere dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione modificata, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei membri.

2. La presente convenzione rimarrà in tutti i casi in vigore nella sua forma e nel suo tenore per i membri che l'abbiano ratificata e che non abbiano ratificato la convenzione modificata.

ARTICOLO 16.

Le versioni inglese e francese del testo della presente convenzione fanno entrambi ugualmente fede.

Il testo di cui sopra è il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del lavoro nella sua sessantatreesima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 22 giugno 1977.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, oggi ventitré giugno 1977:

Il Presidente della Conferenza

J.K. AMEDUME

*Il Direttore Generale
dell'Ufficio internazionale del lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION N. 150

CONVENTION
concernant l'administration du travail: rôle, fonctions
et organisation

La Conférence générale de l'Organisation internationale du travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1978, en sa soixante-quatrième session;

Rappelant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes — notamment de la convention sur l'inspection du travail, 1947, de la convention sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et de la convention sur le service de l'emploi, 1948 — qui demandent la mise en œuvre de certaines activités particulières relevant de l'administration du travail;

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter des instruments formulant des directives relatives au système d'administration du travail dans son ensemble;

Rappelant les termes de la convention sur la politique de l'emploi, 1964, et de la convention sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975; rappelant aussi l'objectif du plein emploi convenablement rémunéré, et convaincue de la nécessité d'adopter une politique d'administration du travail qui soit de nature à permettre la poursuite de cet objectif et à donner effet aux buts desdites conventions;

Reconnaissant la nécessité de respecter pleinement l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs; rappelant à cet égard les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes qui garantissent la liberté et les droits syndicaux et d'organisation et de négociation collective — particulièrement la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention sur le droit d'organisation de négociation collective, 1949 — et qui interdisent tous actes d'ingérence de la part des autorités publiques de nature à limiter ces droits ou à en entraver l'exercice légal; considérant également que les organisations d'employeurs et de travailleurs jouent un rôle essentiel dans la poursuite des objectifs du progrès économique, social et culturel;

Après avoir décidé d'adopter certaines propositions relatives à l'administration du travail: rôle, fonctions et organisation, ques-

tion qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte

ce vingt-sixième jour de juin mil neuf cent soixante-dix-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'administration du travail, 1978.

ARTICLE 1.

Aux fins de la présente convention:

a) les termes « administration du travail » désignent les activités de l'administration publique dans le domaine de la politique nationale du travail;

b) les termes « système d'administration du travail » visent tous les organes de l'administration publique responsables ou chargés de l'administration du travail — qu'il s'agisse d'administrations ministérielles ou d'institutions publiques, y compris les organismes para-étatiques et les administrations régionales ou locales ou toute autre forme décentralisée d'administration — ainsi que toute structure institutionnelle établie en vue de coordonner les activités de ces organes et d'assurer la consultation et la participation des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations.

ARTICLE 2.

Tout membre qui ratifie la présente convention peut déléguer ou confier, en vertu de la législation ou de la pratique nationales, certaines activités d'administration du travail à des organisations non gouvernementales, notamment des organisations d'employeurs et de travailleurs, ou — le cas échéant — à des représentants d'employeurs et de travailleurs.

ARTICLE 3.

Tout membre qui ratifie la présente convention peut considérer certaines activités, relevant de sa politique nationale du travail, comme faisant partie des questions qui, en vertu de la législation ou de la pratique nationales, sont réglées par le recours à la négociation directe entre les organisations d'employeurs et de travailleurs.

ARTICLE 4.

Tout membre qui ratifie la présente convention devra, de façon appropriée aux conditions nationales, faire en sorte qu'un système d'administration du travail soit organisé et fonctionne de façon efficace sur son territoire, et que les tâches et les responsabilités qui lui sont assignées soient convenablement coordonnés.

ARTICLE 5.

1. Tout membre qui ratifie la présente convention devra prendre des dispositions adaptées aux conditions nationales en vue d'assurer, dans le cadre du système d'administration du travail, des consultations, une coopération et des négociations entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, ou — le cas échéant — des représentants d'employeurs et de travailleurs.

2. Dans la mesure où cela est compatible avec la législation et la pratique nationales, ces dispositions devront être prises aux niveaux national, régional et local ainsi que des divers secteurs d'activité économique.

ARTICLE 6.

1. Les organes compétents au sein du système d'administration du travail devront, selon le cas, être chargés de la préparation, de la mise en œuvre, de la coordination, du contrôle et de l'évaluation de la politique nationale du travail, ou participer à chacune de ces phases, et être, dans le cadre de l'administration publique, les instruments de la préparation et de l'application de la législation qui la concrétise.

2. Ils devront notamment, tenant compte des normes internationales du travail pertinentes:

a) participer à la préparation, à la mise en œuvre, à la coordination, au contrôle et à l'évaluation de la politique nationale de l'emploi selon les modalités prévues par la législation et la pratique nationales;

b) étudier d'une manière suivie la situation des personnes qui ont un emploi, aussi bien que des personnes qui sont sans emploi ou sous-employées, au vu de la législation et de la pratique nationales relatives aux conditions de travail, d'emploi et de vie professionnelle, appeler l'attention sur les insuffisances et les abus constatés dans ce domaine et soumettre des propositions sur les moyens d'y remédier;

c) offrir leurs services aux employeurs et aux travailleurs ainsi qu'à leurs organisations respectives, dans les conditions permises par

la législation ou la pratique nationales, en vue de favoriser, aux niveaux national, régional et local ainsi que des divers secteurs d'activité économique, des consultations et une coopération effectives entre les autorités et organismes publics et les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi qu'entre ces organisations;

d) répondre aux demandes d'avis techniques des employeurs et des travailleurs, ainsi que de leurs organisations respectives.

ARTICLE 7.

Si les conditions nationales l'exigent pour satisfaire les besoins du nombre le plus large possible de travailleurs et dans la mesure où de telles activités ne sont pas encore assurées, tout Membre qui ratifie la présente convention devra encourager l'extension, le cas échéant progressive, des fonctions du système d'administration du travail de façon à y inclure des activités qui seront exercées en collaboration avec les autres organismes compétents et qui concerneront les conditions de travail et de vie professionnelle de catégories de travailleurs qui, aux yeux de la loi, ne sont pas des salariés, notamment:

a) les fermiers n'employant pas de main-d'œuvre extérieure, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles;

b) les travailleurs indépendants n'employant pas de main-d'œuvre extérieure, occupés dans le secteur non structuré tel qu'on l'entend la pratique nationale;

c) les coopérateurs et les travailleurs des entreprises auto-gérées;

d) les personnes travaillant dans un cadre établi par la coutume ou les traditions communautaires.

ARTICLE 8.

Dans la mesure où la législation et la pratique nationales le permettent, les organes compétents au sein du système d'administration du travail devront participer à la préparation de la politique nationale dans le domaine des relations internationales du travail et à la représentation de l'Etat dans ce domaine ainsi qu'à la préparation des mesures qui doivent être prises à cet effet à l'échelon national.

ARTICLE 9.

En vue d'assurer une coordination appropriée des tâches et des responsabilités du système d'administration du travail, de la manière déterminée conformément à la législation ou à la pratique natio-

nales, le ministère du Travail ou tout autre organe semblable devra avoir les moyens de vérifier que les organismes paraétatiques chargés de certaines activités dans le domaine de l'administration du travail et les organes régionaux ou locaux auxquels de telles activités auraient été déléguées agissent conformément à la législation nationale et respectent les objectifs qui leur ont été fixés.

ARTICLE 10.

1. Le personnel affecté au système d'administration du travail devra être composé de personnes convenablement qualifiées pour exercer les fonctions qui leur sont assignées, ayant accès à la formation nécessaire à l'exercice de ces fonctions et indépendantes de toute influence extérieure indue.

2. Ce personnel bénéficiera du statut, des moyens matériels et des ressources financières nécessaires à l'exercice efficace de ses fonctions.

ARTICLE 11.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 12.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 13.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail

et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 14.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 15.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 16.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 17.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 13

ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 18.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-quatrième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 28 juin 1978.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1978:

Le Président de la Conférence,

PEDRO OJEDA PAULLADA

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE N. 150

CONVENZIONE**relativa all'amministrazione del lavoro: ruolo, funzioni
e organizzazione**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, ed ivi riunitasi il 7 giugno 1978 nella sua sessantaquattresima sessione;

Richiamandosi ai termini delle vigenti convenzioni e raccomandazioni internazionali del lavoro — in particolare della convenzione sull'ispezione del lavoro del 1947, della convenzione sull'ispezione del lavoro (agricoltura) del 1969 e della convenzione sul servizio d'impiego del 1948 — che chiedono la messa in atto di talune attività particolari relative all'amministrazione del lavoro;

Considerando che è auspicabile adottare strumenti che formulino direttive relative al sistema d'amministrazione del lavoro nel suo insieme;

Richiamando i termini della convenzione sulla politica d'impiego del 1964 e della convenzione sulla valorizzazione delle risorse umane del 1975; richiamandosi pure all'obiettivo della piena occupazione convenientemente remunerata e convinta della necessità di adottare una politica di amministrazione del lavoro che sia tale da permettere il raggiungimento di questo obiettivo e dare efficacia agli scopi delle suddette convenzioni;

Riconoscendo la necessità di rispettare pienamente l'autonomia delle organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori; richiamando in proposito i termini delle vigenti convenzioni e raccomandazioni internazionali del lavoro che garantiscono la libertà e i diritti sindacali e di organizzazione e di negoziato collettivo — in particolare la convenzione sulla libertà sindacale e la protezione del diritto sindacale del 1948 e la convenzione sul diritto di organizzazione e di negoziato collettivo del 1949 — e che vietano qualsiasi atto di ingerenza da parte delle pubbliche autorità tale da limitare questi diritti o da intralciarne l'esercizio legale; considerando inoltre che

le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori svolgono un ruolo essenziale nel raggiungimento degli obiettivi di progresso economico, sociale e culturale;

Dopo aver deciso d'adottare alcune proposte relative all'amministrazione del lavoro: ruolo, funzioni e organizzazione, questione che costituisce il quarto punto all'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che queste proposte prenderanno la forma di una convenzione internazionale,

adotta, oggi ventisei giugno millenovecentosettantotto, la Convenzione qui di seguito trascritta, che sarà denominata Convenzione sull'amministrazione del lavoro del 1978.

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente convenzione:

a) l'espressione « amministrazione del lavoro » indica le attività della pubblica amministrazione nel settore della politica nazionale del lavoro;

b) l'espressione « sistema di amministrazione del lavoro » indica tutti gli organi della pubblica amministrazione responsabili o incaricati dell'amministrazione del lavoro — che si tratti di amministrazioni ministeriali o di pubbliche istituzioni, inclusi gli organismi parastatali e le amministrazioni regionali o locali o qualsiasi altra forma di amministrazione decentrata — come pure ogni struttura istituzionale stabilita al fine di coordinare le attività di questi organi e di assicurare la consultazione e la partecipazione dei datori di lavoro, dei lavoratori e delle loro organizzazioni.

ARTICOLO 2.

Ogni Membro che ratifica la presente convenzione può delegare o affidare, ai sensi della legislazione o della prassi nazionali, talune attività d'amministrazione del lavoro ad organismi non statali, specie ad organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori, o, se del caso, a rappresentanti di datori di lavoro e di lavoratori.

ARTICOLO 3.

Ogni Membro che ratifica la presente convenzione può considerare talune attività, dipendenti dalla sua politica nazionale del lavoro, come facenti parte di questioni che, ai sensi della legislazione o della prassi nazionali, sono regolate con il ricorso a negoziati diretti tra le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori.

ARTICOLO 4.

Ogni Membro che ratifica la presente convenzione dovrà, in maniera adeguata alle condizioni nazionali, agire affinché sia organizzato un sistema di amministrazione del lavoro che funzioni in maniera efficace sul suo territorio e che i compiti e le responsabilità attribuiti a tale sistema siano convenientemente coordinati.

ARTICOLO 5.

1. Ogni Membro che ratifica la presente convenzione dovrà prendere delle disposizioni adeguate alle condizioni nazionali per assicurare, nel quadro del sistema di amministrazione del lavoro, consultazioni, cooperazione e trattative tra le pubbliche autorità e le organizzazioni più rappresentative di datori di lavoro e di lavoratori, o, se del caso, di rappresentanti di datori di lavoro e di lavoratori.

2. Nella misura in cui è compatibile con la legislazione e la prassi nazionali, queste disposizioni devono essere prese a livello nazionale, regionale e locale come pure nei vari settori di attività economica.

ARTICOLO 6.

1. Gli organi competenti in seno al sistema di amministrazione del lavoro dovranno, secondo il caso, essere incaricati della preparazione, dell'attuazione, del coordinamento, del controllo e della valutazione della politica nazionale del lavoro oppure partecipare a ciascuna di queste fasi e, nel quadro della pubblica amministrazione, essere gli strumenti di preparazione e d'applicazione della legislazione che la concretizza.

2. In particolare, dovranno, tenendo conto delle relative norme internazionali del lavoro:

a) partecipare alla preparazione, all'attuazione, al coordinamento, al controllo ed alla valutazione della politica nazionale dell'impiego secondo le modalità previste dalla legislazione e prassi nazionali;

b) studiare costantemente la situazione delle persone che hanno un impiego come pure di quelle che sono disoccupate o sottoccupate, in base alla legislazione e prassi nazionali relative alle condizioni di lavoro, d'impiego e di vita professionale, richiamare l'attenzione sulle carenze e gli abusi constatati in questo settore e sottoporre proposte sui mezzi per rimediarvi;

c) offrire i loro servizi ai datori di lavoro ed ai lavoratori come pure alle loro rispettive organizzazioni, alle condizioni per-

messe dalla legislazione o prassi nazionali, al fine di favorire, a livello nazionale, regionale e locale come pure nei vari settori d'attività economica, consultazioni e cooperazione effettive tra autorità e organismi pubblici e le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori come pure tra queste organizzazioni;

d) rispondere alle richieste di pareri tecnici dei datori di lavoro e dei lavoratori e delle loro rispettive organizzazioni.

ARTICOLO 7.

Se le condizioni nazionali lo esigono per soddisfare i bisogni del maggior numero possibile di lavoratori e nella misura in cui tali attività non siano ancora assicurate, ogni Membro che ratifica la presente convenzione dovrà incoraggiare l'estensione, se del caso anche progressiva, delle funzioni del sistema di amministrazione del lavoro in maniera da includervi delle attività che saranno svolte in collaborazione con gli altri organismi competenti e che riguarderanno le condizioni di lavoro e di vita professionale di categorie di lavoratori che, secondo la legge, non sono dei salariati, specialmente:

a) gli agricoltori che non impiegano mano d'opera esterna, i mezzadri e categorie analoghe di lavoratori agricoli;

b) i lavoratori indipendenti che non impiegano mano d'opera esterna, occupati nel settore non strutturato così come si intende nella prassi nazionale;

c) i cooperatori ed i lavoratori delle imprese autogestite;

d) le persone che lavorano in un quadro stabilito dall'uso o dalle tradizioni comunitari.

ARTICOLO 8.

Nella misura in cui la legislazione e la prassi nazionali lo permettono, gli organi competenti in seno al sistema d'amministrazione del lavoro dovranno partecipare alla preparazione della politica nazionale nel settore delle relazioni internazionali del lavoro ed alla rappresentanza dello Stato in questo settore come pure alla preparazione delle misure che devono essere all'uopo prese a livello nazionale.

ARTICOLO 9.

Nell'intento di assicurare un adeguato coordinamento dei compiti e delle responsabilità del sistema di amministrazione del lavoro secondo la maniera stabilita conformemente alla legislazione o alla prassi nazionali, il Ministero del lavoro od altro organo similare

dovrà avere i mezzi per verificare che gli organismi parastatali incaricati di talune attività nel settore dell'amministrazione del lavoro e gli organi regionali o locali ai quali tali attività saranno state delegate agiscano conformemente alla legislazione nazionale e rispettino gli obiettivi loro fissati.

ARTICOLO 10.

1. Il personale addetto al sistema d'amministrazione del lavoro dovrà essere composto da persone convenientemente qualificate a svolgere le funzioni loro affidate, che abbiano accesso alla formazione necessaria per l'esercizio di tali funzioni e indipendenti da qualsiasi indebita influenza esterna.

2. Tale personale beneficerà dello statuto, dei mezzi materiali e delle risorse finanziarie necessarie per un efficace esercizio delle sue funzioni.

ARTICOLO 11.

Le ratifiche formali della presente convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro che procederà alla loro registrazione.

ARTICOLO 12.

1. La presente convenzione vincolerà soltanto i Membri della Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, questa convenzione entrerà in vigore per ciascun Membro dodici mesi dopo la data in cui sarà stata registrata la ratifica.

ARTICOLO 13.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione, può denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni, dopo la data dell'iniziale entrata in vigore della convenzione, mediante atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e che egli registrerà. La denuncia avrà effetto solo dopo un anno dalla sua registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione e che, passato un anno dopo lo scadere del periodo di dieci anni indicato al paragrafo precedente, non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo **di dieci anni e, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione** allo scadere di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 14.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e di tutte le denunce che gli saranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale attirerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data alla quale la presente convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 15.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della **registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e gli atti di denuncia** che egli avrà registrati in base agli articoli precedenti.

ARTICOLO 16.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione e esaminerà l'opportunità di inserire all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 17.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione che, in parte o in tutto, modificasse la presente convenzione e a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova convenzione di modifica comporterebbe di pieno diritto, malgrado l'articolo 13, la denuncia immediata della presente convenzione con riserva che la nuova convenzione modificata sia entrata in vigore;

b) a decorrere dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione modificata, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente convenzione rimarrà in tutti i casi in vigore nella sua forma e nel suo tenore per i Membri che l'abbiano ratificata e che non abbiano ratificato la convenzione modificata.

ARTICOLO 18.

Le versioni inglese e francese del testo della presente convenzione fanno entrambi ugualmente fede.

Il testo di cui sopra è il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantaquattresima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 28 giugno 1978.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, oggi ventisette giugno 1978:

Il Presidente della Conferenza

PEDRO OJEDA PAULLADA

*Il Direttore Generale
dell'Ufficio internazionale del lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION N. 151

CONVENTION
concernant la protection du droit d'organisation et les pro-
cédures de détermination des conditions d'emploi dans la
fonction publique

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1978, en sa soixante-quatrième session;

Notant les dispositions de la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et de la convention et de la recommandation concernant les représentants des travailleurs, 1971;

Rappelant que la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, ne vise pas certaines catégories d'agents publics et que la convention et la recommandation concernant les représentants des travailleurs, 1971, s'appliquent aux représentants des travailleurs dans l'entreprise;

Notant l'expansion considérable des activités de la fonction publique dans beaucoup de pays et le besoin de relations de travail saines entre les autorités publiques et les organisations d'agents publics;

Constatant la grande diversité des systèmes politiques, sociaux et économiques des Etats Membres ainsi que celle de leurs pratiques (par exemple en ce qui concerne les fonctions respectives des autorités centrales et locales, celles des autorités fédérales, des Etats fédérés et des provinces, et celles des entreprises qui sont propriété publique et des différents types d'organismes publics autonomes ou semi-autonomes, ou en ce qui concerne la nature des relations d'emploi);

Tenant compte des problèmes particuliers que posent la délimitation du champ d'application d'un instrument international et l'adoption de définitions aux fins de cet instrument, en raison des différences existant dans de nombreux pays entre l'emploi dans le secteur public et le secteur privé, ainsi que des difficultés d'interprétation qui ont surgi à propos de l'application aux fonctionnaires publics de dispositions pertinentes de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et des observations par lesquelles les organes de contrôle de l'OIT ont fait remarquer

à diverses reprises que certains gouvernements ont appliqué ces dispositions d'une façon qui exclut de larges groupes d'agents publics du champ d'application de cette convention;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la liberté syndicale et aux procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-septième jour de juin 1978, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978.

PARTIE I. CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

ARTICLE 1.

1. La présente convention s'applique à toutes les personnes employées par les autorités publiques, dans la mesure où des dispositions plus favorables d'autres conventions internationales du travail ne leur sont pas applicables.

2. La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s'appliqueront aux agents de niveau élevé dont les fonctions sont normalement considérées comme ayant trait à la formulation des politiques à suivre ou à des tâches de direction ou aux agents dont les responsabilités ont un caractère hautement confidentiel sera déterminée par la législation nationale.

3. La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s'appliqueront aux forces armées et à la police sera déterminée par la législation nationale.

ARTICLE 2.

Aux fins de la présente convention, l'expression « agent public » désigne toute personne à laquelle s'applique cette convention conformément à son article 1.

ARTICLE 3.

Aux fins de la présente convention, l'expression « organisation d'agents publics » désigne toute organisation, quelle que soit sa composition, ayant pour but de promouvoir et de défendre les intérêts des agents publics.

PARTIE II. PROTECTION DU DROIT D'ORGANISATION

ARTICLE 4.

1. Les agents publics doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi.

2. Une telle protection doit notamment s'appliquer en ce qui concerne les actes ayant pour but de:

a) subordonner l'emploi d'un agent public à la condition qu'il ne s'affilie pas à une organisation d'agents publics ou cesse de faire partie d'une telle organisation;

b) congédier un agent public ou lui porter préjudice par tous autres moyens, en raison de son affiliation à une organisation d'agents publics ou de sa participation aux activités normales d'une telle organisation.

ARTICLE 5.

1. Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.

2. Les organisations d'agents publics doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes d'ingérence des autorités publiques dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration.

3. Sont notamment assimilées aux actes d'ingérence, au sens du présent article, des mesures tendant à promouvoir la création d'organisations d'agents publics dominées par une autorité publique, ou à soutenir des organisations d'agents publics par des moyens financiers ou autrement, dans le dessein de placer ces organisations sous le contrôle d'une autorité publique.

PARTIE III. FACILITÉS À ACCORDER AUX ORGANISATIONS D'AGENTS PUBLICS

ARTICLE 6.

1. Des facilités doivent être accordées aux représentants des organisations d'agents publics reconnues, de manière à leur permettre de remplir rapidement et efficacement leurs fonctions aussi bien pendant leurs heures de travail qu'en dehors de celles-ci.

2. L'octroi de telles facilités ne doit pas entraver le fonctionnement efficace de l'administration ou du service intéressé.

3. La nature et l'étendue de ces facilités doivent être déterminées conformément aux méthodes mentionnées dans l'article 7 de la présente convention ou par tous autres moyens appropriés.

PARTIE IV. PROCÉDURES DE DÉTERMINATION DES CONDITIONS D'EMPLOI

ARTICLE 7.

Des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procédures permettant la négociation des conditions d'emploi entre les autorités publiques intéressées et les organisations d'agents publics, ou de toute autre méthode permettant aux représentants des agents publics de participer à la détermination desdites conditions.

PARTIE V. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 8.

Le règlement des différends survenant à propos de la détermination des conditions d'emploi sera recherché, d'une manière appropriée aux conditions nationales, par voie de négociation entre les parties ou par une procédure donnant des garanties d'indépendance et d'impartialité, telle que la médiation, la conciliation ou l'arbitrage, instituée de telle sorte qu'elle inspire la confiance des parties intéressées.

PARTIE VI. DROITS CIVILS ET POLITIQUES

ARTICLE 9.

Les agents publics doivent bénéficier, comme les autres travailleurs, des droits civils et politiques qui sont essentiels à l'exercice normal de la liberté syndicale, sous la seule réserve des obligations tenant à leur statut et à la nature des fonctions qu'ils exercent.

PARTIE VII. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 10.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 11.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 12.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 14.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations

Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 15.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 16.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 12 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 17.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-quatrième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 28 juin 1978.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1978:

Le Président de la Conférence,

PEDRO OJEDA PAULLADA

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE N. 151

CONVENZIONE

relativa alla protezione del diritto di organizzazione e alle procedure per la determinazione delle condizioni d'impiego nella funzione pubblica

La Conferenza Generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro ed ivi riunitasi il 7 giugno 1978 nella sua sessantaquattresima sessione;

Prendendo atto delle disposizioni della Convenzione sulla Libertà sindacale e la Protezione del Diritto sindacale, 1948; della Convenzione sul Diritto di Organizzazione e di Contrattazione Collettiva, 1949; e della Convenzione e della Raccomandazione relativa ai Rappresentanti dei Lavoratori, 1971;

Richiamandosi al fatto che la Convenzione sul Diritto di Organizzazione e di Contrattazione Collettiva, 1949, non contempla talune categorie di pubblici dipendenti e che la Convenzione e la Raccomandazione relativa ai Rappresentanti dei Lavoratori, 1971, si applicano ai rappresentanti dei lavoratori nelle imprese;

Prendendo atto della considerevole espansione delle attività della funzione pubblica in molti paesi e della necessità di relazioni di lavoro sane tra le autorità pubbliche e le organizzazioni dei pubblici dipendenti;

Constatando la grande diversità dei sistemi politici, sociali ed economici degli Stati Membri come pure delle loro rispettive prassi (ad esempio, per quanto riguarda le rispettive funzioni delle autorità centrali e locali, quelle delle autorità federali, degli Stati federati e delle province, e quelle delle imprese pubbliche e dei diversi tipi di enti pubblici autonomi o semi-autonomi, o per quanto attiene la natura dei rapporti d'impiego);

Tenendo conto dei problemi particolari derivanti dalla delimitazione del campo di applicazione di uno strumento internazionale e dall'adozione di definizioni per gli scopi di questo strumento, a motivo delle differenze esistenti in numerosi paesi tra impiego nel set-

tore pubblico e nel settore privato, come delle difficoltà di interpretazione che si sono presentate riguardo all'applicazione ai funzionari pubblici delle disposizioni pertinenti della Convenzione sul Diritto di Organizzazione e di Contrattazione Collettiva, 1949 e delle osservazioni con cui gli organi di controllo dell'OIL hanno fatto presente a più riprese che certi Governi hanno applicato tali disposizioni in modo tale da escludere larghe fasce di pubblici dipendenti dalla sfera di applicazione della citata Convenzione;

Dopo aver deciso di adottare diverse proposte relative alla libertà sindacale ed alle procedure di determinazione delle condizioni d'impiego nella funzione pubblica, materia che è contemplata al quinto punto all'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che queste proposte prenderanno la forma di una Convenzione Internazionale, adotta, questo ventisettesimo giorno di giugno 1978, la Convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione sulle Relazioni di Lavoro nella Funzione Pubblica, 1978.

PARTE I. SFERA DI APPLICAZIONE E DEFINIZIONI.

ARTICOLO 1.

1. La presente Convenzione si applica a tutte le persone impiegate dalle autorità pubbliche, nella misura in cui non vengono loro applicate delle disposizioni più favorevoli contenute in altre Convenzioni internazionali del Lavoro.

2. La legislazione nazionale determinerà la misura in cui le garanzie previste nella presente Convenzione si applicheranno ai dipendenti di grado elevato le cui funzioni sono generalmente considerate tali da contribuire alla formulazione delle politiche da seguire, o che esplicano compiti direttivi, o a quei dipendenti le cui responsabilità rivestono un carattere di grande riservatezza.

3. La legislazione nazionale determinerà la misura in cui le garanzie previste nella presente Convenzione si applicheranno alle forze armate e di polizia.

ARTICOLO 2.

Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « pubblico dipendente » designa ogni persona cui si applica la presente Convenzione conformemente al suo articolo 1.

ARTICOLO 3.

Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « organizzazione di pubblici dipendenti » designa ogni organizzazione, indipendentemente dalla sua composizione, che abbia lo scopo di promuovere e difendere gli interessi dei pubblici dipendenti.

PARTE II. PROTEZIONE DEL DIRITTO DI ORGANIZZAZIONE.

ARTICOLO 4.

1. I pubblici dipendenti dovranno godere di un'adeguata protezione contro ogni atto di discriminazione che tenda a pregiudicare la libertà sindacale in materia d'impiego.

2. Tale protezione dovrà applicarsi in particolare a ciò che concerne gli atti aventi il fine di:

a) subordinare l'impiego di un pubblico dipendente alla condizione che non s'isciva ad una organizzazione di pubblici dipendenti o che cessi di far parte di una tale organizzazione;

b) licenziare un pubblico dipendente o danneggiarlo in altro modo, a motivo della sua iscrizione ad un'organizzazione di pubblici dipendenti o della sua partecipazione alle normali attività di una tale organizzazione.

ARTICOLO 5.

1. Le organizzazioni dei pubblici dipendenti dovranno godere di una completa indipendenza nei confronti delle autorità pubbliche.

2. Le organizzazioni dei pubblici dipendenti dovranno godere di un'adeguata protezione contro ogni atto d'ingerenza da parte delle autorità pubbliche nella loro formazione, funzionamento e gestione.

3. Vengono in particolare assimilati ad atti di ingerenza, ai sensi del presente articolo, le misure tendenti a promuovere la creazione di organizzazioni di pubblici dipendenti sotto un'autorità pubblica, o a sostenere delle organizzazioni di pubblici dipendenti con mezzi finanziari o altri, con l'obiettivo di porre tali organizzazioni sotto il controllo di un'autorità pubblica.

PARTE III. FACILITAZIONI DA ACCORDARE ALLE ORGANIZZAZIONI
DI PUBBLICI DIPENDENTI.

ARTICOLO 6.

1. Ai rappresentanti delle organizzazioni riconosciute di pubblici dipendenti dovranno essere accordate facilitazioni in modo da permettere loro di svolgere con rapidità ed efficienza le loro funzioni, sia durante le loro ore lavorative sia al di fuori di esse.

2. La concessione di tali facilitazioni non dovrà pregiudicare l'efficace funzionamento dell'amministrazione o del servizio interessato.

3. La natura e l'estensione di tali facilitazioni dovranno essere determinate in conformità ai metodi menzionati all'articolo 7 della presente Convenzione o con ogni altro mezzo appropriato.

PARTE IV. PROCEDURE DI DETERMINAZIONE DELLE CONDIZIONI D'IMPIEGO.

ARTICOLO 7.

Misure appropriate alle condizioni nazionali dovranno essere adottate, ove ciò sia necessario, per incoraggiare e promuovere lo sviluppo e l'utilizzazione più ampi possibile delle procedure che permettono di negoziare le condizioni d'impiego tra le autorità pubbliche interessate e le organizzazioni dei pubblici dipendenti, o di qualsiasi altro metodo che permetta ai rappresentanti dei pubblici dipendenti di prendere parte alla determinazione di dette condizioni.

PARTE V. REGOLAMENTO DELLE CONTROVERSIE.

ARTICOLO 8.

Il regolamento delle controversie derivanti in materia di determinazione delle condizioni d'impiego sarà ricercato, in modo adeguato alle condizioni nazionali, tramite negoziati tra le parti o attraverso una procedura che fornisca garanzie di indipendenza e d'imparzialità, quale la mediazione, la conciliazione o l'arbitrato, istituita in modo tale da riscuotere la fiducia delle parti interessate.

PARTE VI. DIRITTI CIVILI E POLITICI.

ARTICOLO 9.

I pubblici dipendenti dovranno godere, come gli altri lavoratori, dei diritti civili e politici che sono essenziali per il normale esercizio della libertà sindacale, con la sola riserva degli obblighi imposti dal loro *status* e dalla natura delle funzioni da essi esercitate.

PARTE VII. DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 10.

Le ratifiche formali della presente Convenzione verranno comunicate al Direttore Generale del Bureau international du Travail che provvederà alla registrazione.

ARTICOLO 11.

1. La presente Convenzione vincola solo i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore Generale.

2. La presente Convenzione entra in vigore dodici mesi dopo la registrazione, effettuata dal Direttore Generale, delle ratifiche di due Membri.

3. La presente Convenzione successivamente entrerà in vigore per ogni Membro dopo dodici mesi dalla data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 12.

1. Ciascun Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può, allo scadere di un periodo di 10 anni dopo la data dell'entrata in vigore iniziale della Convenzione, denunciare la Convenzione mediante un atto comunicato al Direttore Generale del Bureau international du Travail e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la data di registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, nel periodo di un anno dopo la scadenza del termine di 10 anni di cui al precedente paragrafo, non si avvalga della facoltà di denuncia, prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di 10 anni e, in seguito, potrà denunciare la presente Convenzione alla scadenza di ciascun periodo di 10 anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 13.

1. Il Direttore Generale del Bureau international du Travail notificherà ad ogni Membro dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e le denunce che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Il Direttore Generale, con la notifica della registrazione della seconda ratifica comunicatagli, richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

ARTICOLO 14.

Il Direttore Generale del Bureau international du Travail, ai fini della registrazione di cui all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, comunicherà al Segretario Generale delle Nazioni Unite esaurienti informazioni su tutte le ratifiche e denunce da lui registrate conformemente ai precedenti articoli.

ARTICOLO 15.

Il Consiglio d'amministrazione del Bureau international du Travail, ogni volta che lo riterrà necessario, presenterà alla Conferenza Generale una relazione sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà, se del caso, l'iscrizione all'ordine del giorno della Conferenza della questione della totale o parziale revisione della Convenzione stessa.

ARTICOLO 16.

1. Nel caso in cui la Conferenza adotti una nuova Convenzione sulla revisione totale o parziale della presente Convenzione e, a meno che la nuova Convenzione disponga altrimenti:

a) la ratifica, da parte di un Membro, della nuova Convenzione sulla revisione comporta di pieno diritto, nonostante l'articolo 12 di cui sopra, la denuncia immediata della presente Convenzione con riserva che la nuova Convenzione sulla revisione sia entrata in vigore;

b) con l'entrata in vigore della nuova Convenzione sulla revisione, la presente cessa di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione rimane comunque in vigore nella sua forma e tenore per coloro che l'hanno ratificata e non intendano ratificare la Convenzione sulla revisione.

ARTICOLO 17.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo originale della Convenzione debitamente adottato dalla Conferenza Generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro nella sua sessantaquattresima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 28 giugno 1978.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le firme il ventisette giugno 1978:

Il Presidente della Conferenza

PEDRO OJEDA PAULLADA

*Il Direttore Generale
dell'Ufficio internazionale del lavoro*

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION N. 152

CONVENTION
concernant la sécurité et l'hygiène du travail
dans les manutentions portuaires

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 6 juin 1979, en sa soixante-cinquième session;

Notant les dispositions des conventions et recommandations internationales pertinentes et notamment celles de la convention sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929, de la convention sur la protection des machines, 1963, et de la convention sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n. 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Considérant que ces propositions devront prendre la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent soixante-dix-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979.

PARTIE I. CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS.

ARTICLE 1.

L'expression « manutentions portuaires » vise, aux fins de la présente convention, dans leur ensemble et séparément, les opérations de chargement ou de déchargement de tout navire ainsi que toutes opérations y afférentes; la définition de ces opérations devra être fixée par la législation ou la pratique nationales. Les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées devront être consultées lors de l'élaboration ou de la révision de cette définition ou y être associées de toute autre manière.

ARTICLE 2.

1. Lorsqu'il s'agit soit de manutentions portuaires effectuées dans un lieu où le trafic est irrégulier et limité à des navires de faible tonnage, soit de manutentions portuaires relatives aux bateaux de pêche ou à certaines catégories de bateaux de pêche, chaque Membre peut accorder des dérogations totales ou partielles aux dispositions de la présente convention, à condition que:

a) les travaux soient effectués dans des conditions de sécurité;

b) l'autorité compétente se soit assurée, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, que la dérogation peut raisonnablement être accordée, compte tenu de toutes les circonstances.

2. Certaines exigences particulières de la partie III de la présente convention peuvent être modifiées si, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, l'autorité compétente s'est assurée que les modifications garantissent des avantages équivalents et que, dans son ensemble, la protection ainsi assurée n'est pas inférieure à celle qui résulterait de l'application intégrale des dispositions de la présente convention.

3. Les dérogations totales ou partielles visées au paragraphe 1 du présent article et les modifications importantes visées au paragraphe 2, ainsi que les raisons qui les ont motivées, devront être indiquées dans les rapports sur l'application de la convention qui doivent être présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 3.

Aux fins de la présente convention:

a) par le terme « travailleur », on entend toute personne occupée à des manutentions portuaires;

b) par l'expression « personne compétente », on entend toute personne possédant les connaissances et l'expérience requises pour l'accomplissement d'une ou plusieurs fonctions spécifiques, et acceptable en tant que telle pour l'autorité compétente;

c) par l'expression « personne responsable », on entend toute personne désignée par l'employeur, le capitaine du navire ou le propriétaire de l'appareil, selon le cas, pour assurer l'exécution d'un ou plusieurs fonctions spécifiques et qui a suffisamment de connaissances et d'expérience ainsi que l'autorité voulue pour pouvoir s'acquitter comme il convient de cette ou de ces fonctions;

d) par l'expression « personne autorisée », on entend toute personne autorisée par l'employeur, le capitaine du navire ou une personne responsable, à accomplir une ou plusieurs tâches spéci-

fiques et qui possède les connaissances techniques et l'expérience nécessaires;

e) l'expression « appareil de levage » vise tous les appareils de manutentions, fixes ou mobiles, utilisés à terre ou à bord du navire pour suspendre, lever ou affaler des charges ou les déplacer d'un emplacement à un autre en position suspendue ou soulevée, y compris les rampes de quai actionnées par la force motrice;

f) l'expression « accessoire de manutention » vise tout accessoire au moyen duquel une charge peut être fixée à un appareil de levage, mais qui ne fait pas partie intégrante de l'appareil ou de la charge;

g) le terme « accès » comporte également la notion d'issue;

h) le terme « navire » vise les navires, bateaux, barges, péniches, allèges et naviplanes de toutes catégories, à l'exclusion des bâtimementes de guerre.

PARTIE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 4.

1. La législation nationale devra disposer, en ce qui concerne les manutentions portuaires, que des mesures conformes aux dispositions de la partie III de la présente convention seront prises visant:

a) l'aménagement et l'entretien des lieux de travail et des matériels ainsi que l'utilisation de méthodes de travail offrant des garanties de sécurité et de salubrité;

b) l'aménagement et l'entretien, sur tous les lieux de travail, de moyens d'accès garantissant la sécurité des travailleurs;

c) l'information, la formation et le contrôle indispensables pour garantir la protection des travailleurs contre les risques d'accident ou d'atteinte à la santé résultant de leur emploi ou survenant au cours de celui-ci;

d) la fourniture aux travailleurs de tout équipement de protection individuelle, de tous vêtements de protection et de tous moyens de sauvetage qui pourront être raisonnablement exigés lorsqu'il n'aura pas été possible de prévenir d'une autre manière les risques d'accident ou d'atteinte à la santé;

e) l'aménagement et l'entretien de moyens appropriés et suffisants de premiers secours et de sauvetage;

f) l'élaboration et l'établissement de procédures appropriées destinées à faire face à toutes situations d'urgence pouvant survenir.

2. Les mesures à prendre pour la mise en oeuvre de la présente convention devront viser:

a) les prescriptions générales relatives à la construction, à l'équipement et à l'entretien des installations portuaires et autres lieux où sont effectuées des manutentions portuaires;

b) la lutte contre les incendies et les explosions et leur prévention;

c) les moyens d'accéder sans danger aux navires, aux cales, aux plates-formes, aux matériels et aux appareils de levage;

d) le transport des travailleurs;

e) l'ouverture et la fermeture des écoutilles, la protection des écoutilles et le travail dans les cales;

f) la construction, l'entretien et l'utilisation des appareils de levage et de manutention;

g) la construction, l'entretien et l'utilisation des plates-formes;

h) le gréement et l'utilisation des mâts de charge des navires;

i) l'essai, l'examen, l'inspection et la certification, en tant que de besoin, des appareils de levage, des accessoires de manutention (y compris les chaînes et les cordages) ainsi que des élingues et autres dispositifs de levage formant partie intégrante de la charge;

j) la manutention des différents types de cargaison;

k) le gerbage et l'entreposage des marchandises;

l) les substances dangereuses et autres risques du milieu de travail;

m) l'équipement de protection individuelle et les vêtements de protection;

n) les installations sanitaires, salles d'eau et services de bien-être;

o) la surveillance médicale;

p) les premiers secours et les moyens de sauvetage;

q) l'organisation de la sécurité et de l'hygiène;

r) la formation des travailleurs;

s) la déclaration et l'enquête en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle.

3. L'application pratique des prescriptions découlant du paragraphe 1 du présent article devra être assurée par ou s'appuyer sur des normes techniques ou des recueils de directives pratiques approuvés par l'autorité compétente, ou par d'autres méthodes appropriées compatibles avec la pratique et les conditions nationales.

ARTICLE 5.

1. La législation nationale devra faire porter aux personnes appropriées — employeurs, propriétaires, capitaines de navire ou toutes autres personnes, selon le cas — la responsabilité d'appliquer les mesures envisagées au paragraphe 1 de l'article 4 ci-dessus.

2. Chaque fois que plusieurs employeurs se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail, ils devront collaborer en vue d'appliquer les mesures prescrites, sans préjudice de la responsabilité de chaque employeur à l'égard de la santé et de la sécurité des travailleurs qu'il emploie. Dans les cas appropriés, l'autorité compétente prescrira les modalités générales de cette collaboration.

ARTICLE 6.

1. Des dispositions devront être prises pour que les travailleurs:

a) soient tenus de ne pas entraver indûment le fonctionnement d'un dispositif de sécurité prévu pour leur propre protection ou celle d'autres personnes, ou de ne pas l'utiliser de façon incorrecte;

b) prennent raisonnablement soin de leur propre sécurité et de celle des autres personnes susceptibles d'être affectées par leurs agissements ou leurs omissions au travail;

c) signalent immédiatement à leur supérieur hiérarchique direct toute situation dont ils ont des raisons de penser qu'elle peut présenter un risque et qu'ils ne peuvent corriger eux-mêmes, afin que des mesures correctives puissent être prises.

2. Les travailleurs devront avoir le droit, en tout lieu de travail, de contribuer à la sécurité du travail dans les limites du contrôle qu'ils peuvent exercer sur les matériels et les méthodes de travail et d'exprimer des avis sur les procédés de travail adoptés, pour autant qu'ils portent sur la sécurité. Dans la mesure où ceci est approprié et conforme à la législation et à la pratique nationales, lorsque des comités de sécurité et d'hygiène ont été créés en vertu de l'article 37 de la présente convention, ce droit sera exercé par l'intermédiaire de ces comités.

ARTICLE 7.

1. En donnant effet aux dispositions de la présente convention par voie de législation nationale ou toute autre voie appropriée conforme à la pratique et aux conditions nationales, l'autorité compétente devra agir en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés.

2. Une collaboration étroite entre les employeurs et les travailleurs ou leurs représentants devra être instituée pour l'application des mesures envisagées au paragraphe 1 de l'article 4 ci-dessus.

PARTIE III. MESURES TECHNIQUES

ARTICLE 8.

Lorsqu'un lieu de travail comporte un risque pour la sécurité ou la santé, des mesures efficaces devront être prises (clôture, balisage ou autres moyens appropriés, y compris, si nécessaire, l'arrêt du travail) afin de protéger les travailleurs jusqu'à ce que ce lieu ne comporte plus de risque.

ARTICLE 9.

1. Tous les lieux où des manutentions portuaires sont effectuées et toutes les voies d'accès à ces lieux devront être éclairés d'une manière appropriée et suffisante.

2. Tout obstacle susceptible de présenter un risque pour le déplacement d'un appareil de levage, d'un véhicule ou d'une personne devra — s'il ne peut être enlevé pour des raisons d'ordre pratique — être correctement et visiblement marqué et, si nécessaire, suffisamment éclairé.

ARTICLE 10.

1. Tous les sols utilisés pour la circulation des véhicules ou le gerbage des produits ou des marchandises devront être aménagés à cet effet et correctement entretenus.

2. Lorsque des produits ou des marchandises sont gerbés, arimés, dégerbés ou désarrimés, ces opérations devront être effectuées avec ordre et précaution, compte tenu de la nature et du conditionnement des produits ou des marchandises.

ARTICLE 11.

1. Des couloirs d'une largeur suffisante devront être aménagés pour permettre l'utilisation sans danger des véhicules et des appareils de manutention.

2. Des couloirs distincts pour les piétons devront être aménagés lorsque cela est nécessaire et réalisable; de tels couloirs devront être d'une largeur suffisante et, dans la mesure où ceci est réalisable, séparés des couloirs utilisés par les véhicules.

ARTICLE 12.

Des moyens appropriés et suffisants de lutte contre l'incendie devront être tenus à disposition pour être utilisés là où des manutentions portuaires sont effectuées.

ARTICLE 13.

1. Toutes les parties dangereuses des machines devront être efficacement protégées, à moins d'être placées ou agencées de manière à offrir la même sécurité que si elles étaient efficacement protégées.

2. Des mesures efficaces devront être prises pour que, en cas d'urgence, l'alimentation en énergie de chaque machine puisse être coupée rapidement si cela est nécessaire.

3. Lorsqu'il y a lieu de procéder, sur une machine, à des travaux de nettoyage, d'entretien ou de réparation comportant un risque pour une personne, la machine devra être arrêtée avant le début de ce travail et des mesures suffisantes devront être prises pour garantir que la machine ne pourra être remise en marche avant l'achèvement de ce travail, étant entendu qu'une personne responsable pourra la remettre en marche pour en faire un essai ou un réglage auquel il ne serait pas possible de procéder si la machine était à l'arrêt.

4. Seule une personne autorisée devra pouvoir:

- a) enlever un protecteur lorsque le travail à effectuer l'exige;
- b) enlever un dispositif de sécurité ou le rendre inopérant à des fins de nettoyage, de réglage ou de réparation.

5. Lorsqu'un protecteur a été enlevé, des précautions suffisantes devront être prises, et le protecteur devra être remis en place aussitôt que cela est pratiquement réalisable.

6. Lorsqu'un dispositif de sécurité a été enlevé ou rendu inopérant, il devra être remis en place ou en état de fonctionnement aussitôt que cela est pratiquement réalisable, et des mesures devront être prises pour que l'installation en question ne puisse être mise en marche de façon intempestive ou utilisée aussi longtemps que le dispositif de sécurité n'aura pas été remis en place ou en état de fonctionnement.

7. Aux fins du présent article, le terme « machine » inclut tout appareil de levage, panneau de cale à manoeuvre mécanique ou appareillage actionné par la force motrice.

ARTICLE 14.

Tous matériels et installations électriques devront être construits, aménagés, exploités et entretenus de manière à prévenir tout danger, et être conformes aux normes qui pourront avoir été reconnues par l'autorité compétente.

ARTICLE 15.

Lorsqu'un navire est chargé ou déchargé bord à quai ou bord à bord avec un autre navire, des moyens appropriés d'accès au navire offrant des garanties de sécurité, correctement installés et assujettis, devront être aménagés et tenus à disposition.

ARTICLE 16.

1. Lorsque des travailleurs doivent être transportés par eau vers un navire ou en un autre lieu et en revenir, des mesures suffisantes devront être prévues pour assurer la sécurité de leur embarquement, de leur transport et de leur débarquement; les conditions auxquelles doivent satisfaire les embarcations utilisées à cet effet devront être spécifiées.

2. Lorsque des travailleurs doivent être transportés sur terre vers un lieu de travail ou en revenir, les moyens de transport fournis par l'employeur devront offrir des garanties de sécurité.

ARTICLE 17.

1. L'accès à la cale ou au pont à marchandises devra être assuré:

a) par un escalier fixe ou, lorsque cela n'est pas pratiquement réalisable, par une échelle fixe, par des taquets ou par des marches en creux de dimensions appropriées, d'une résistance suffisante et d'une construction adéquate;

b) par tout autre moyen acceptable pour l'autorité compétente.

2. Dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, les moyens d'accès spécifiés au présent article devront être séparés de l'aire de l'écouille.

3. Les travailleurs ne devront ni utiliser ni être tenus d'utiliser des moyens d'accès à cale ou au pont à marchandises d'un navire autres que ceux qui sont spécifiés au présent article.

ARTICLE 18.

1. Aucun panneau de cale ni aucun barrot ne devra être utilisé, à moins qu'il ne soit de construction solide, d'une résistance suffisante pour l'usage qui doit en être fait et entretenu en bon état.

2. Les panneaux de cale manoeuvrés à l'aide d'un appareil de levage devront être pourvus de fixations appropriées et facilement accessibles pour accrocher les élingues ou tout autre accessoire.

3. Les panneaux de cale et les barrots devront, pour autant qu'ils ne soient pas interchangeables, être marqués clairement pour indiquer l'écotille à laquelle ils appartiennent ainsi que leur position sur celle-ci.

4. Seule une personne autorisée (chaque fois que cela est pratiquement réalisable, un membre de l'équipage) devra pouvoir ouvrir ou fermer les panneaux de cale actionnés par la force motrice; ils ne devront pas être ouverts ou fermés tant que leur manoeuvre présente un danger pour qui que ce soit.

5. Les dispositions du paragraphe 4 ci-dessus devront s'appliquer, *mutatis mutandis*, aux installations de bord actionnées par la force motrice telles que: porte aménagée dans la coque, rampe, pont-garage escamotable ou autre dispositif analogue.

ARTICLE 19.

1. Des mesures suffisantes devront être prises pour protéger toute ouverture pouvant présenter un risque de chute pour les travailleurs ou les véhicules sur un pont ou dans un entrepont où des travailleurs sont tenus de travailler.

2. Toute écotille qui n'est pas pourvue d'un surbau d'une hauteur et d'une résistance suffisantes devra être fermée, ou son garde-corps remis en place, lorsqu'elle n'est plus en service, sauf pendant les interruptions du travail de brève durée, et une personne responsable devra être chargée de veiller à ce que ces mesures soient exécutées.

ARTICLE 20.

1. Toutes les mesures nécessaires devront être prises pour assurer la sécurité des travailleurs tenus de se trouver dans la cale ou l'entrepont à marchandises d'un navire lorsque des véhicules à moteur y sont utilisés ou que des opérations de chargement ou de déchargement y sont effectuées à l'aide d'appareils à moteur.

2. Les panneaux de cale et les barrots ne devront pas être enlevés ou remis en place pendant que des travaux sont en cours dans la cale située sous l'écouille. Avant que l'on procède à des opérations de chargement ou de déchargement, les panneaux de cale et les barrots qui ne sont pas convenablement assujettis devront être enlevés.

3. Une ventilation suffisante devra être assurée dans la cale ou l'entrepont à marchandises par circulation d'air frais pour prévenir les risques d'atteinte à la santé dus aux fumées dégagées par des moteurs à combustion interne ou d'autres sources.

4. Des dispositions suffisantes, y compris des moyens d'évacuation sans danger, devront être prévues pour la protection des personnes lorsque des opérations de chargement ou de déchargement de cargaisons de vrac solides sont effectuées dans une cale ou un entrepont, ou lorsqu'un travailleur est appelé à travailler dans une trémie à bord.

ARTICLE 21.

Tout appareil de levage, tout accessoire de manutention et toute élingue ou dispositif de levage faisant partie intégrante d'une charge devront être:

a) d'une conception et d'une construction soignées, d'une résistance adaptée à leur utilisation, entretenus en bon état et, dans le cas des appareils de levage pour lesquels cela est nécessaire, correctement installés;

b) utilisés de façon correcte et sûre; en particulier, ils ne devront pas être chargés au-delà de leur charge maximale d'utilisation, sauf s'il s'agit d'essais effectués réglementairement et sous la direction d'une personne compétente.

ARTICLE 22.

1. Tout appareil de levage et tout accessoire de manutention devront être soumis à des essais effectués conformément à la législation nationale par une personne compétente avant d'être mis en service pour la première fois et après toute modification ou réparation importantes effectués sur une partie susceptible d'affecter leur sécurité.

2. Les appareils de levage qui font partie de l'équipement d'un navire seront soumis à un nouvel essai au moins une fois tous les cinq ans.

3. Les appareils de levage à quai seront soumis à un nouvel essai aux intervalles prescrits par l'autorité compétente.

4. A l'issue de chaque essai d'un appareil de levage ou d'un accessoire de manutention effectué conformément aux dispositions du présent article, l'appareil ou l'accessoire devra faire l'objet d'un examen approfondi et être certifié par la personne procédant à l'essai.

ARTICLE 23.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 22, tout appareil de levage et tout accessoire de manutention devront périodiquement faire l'objet d'un examen approfondi et être certifiés par une personne compétente; de tels examens devront avoir lieu au moins une fois tous les douze mois.

2. Aux fins du paragraphe 4 de l'article 22 et du paragraphe 1 ci-dessus, on entend par examen approfondi un examen visuel détaillé effectué par une personne compétente, complété si nécessaire par d'autres moyens ou mesures appropriés en vue de parvenir à une conclusion fondée quant à la sécurité de l'appareil de levage ou de l'accessoire de manutention examiné.

ARTICLE 24.

1. Tout accessoire de manutention devra être inspecté régulièrement avant d'être utilisé, étant entendu que les élingues perdues ou jetables ne devront pas être réutilisées. Dans le cas de cargaisons préélinguées, les élingues devront être inspectées aussi souvent que cela est raisonnable et pratiquement réalisable.

2. Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, on entend par inspection un examen visuel effectué par une personne responsable en vue de décider si, pour autant qu'on puisse s'en assurer de cette manière, l'utilisation de l'accessoire ou de l'élingue peut se poursuivre sans risque.

ARTICLE 25.

1. Des procès-verbaux dûment authentifiés constatant une présomption suffisante de la sécurité de fonctionnement des appareils de levage et des accessoires de manutention considérés devront être conservés, à terre ou à bord, selon le cas, et préciser la charge maximale d'utilisation, la date et les résultats des essais, examens approfondis et inspections mentionnés aux articles 22, 23 et 24 ci-dessus, étant entendu que, dans le cas des inspections mentionnées au paragraphe 1 de l'article 24 ci-dessus, un procès-verbal ne devra être dressé que si l'inspection a révélé une défectuosité.

2. Un registre des appareils de levage et des accessoires de manutention devra être tenu de la manière prescrite par l'autorité compétente, compte tenu du modèle recommandé par le Bureau international du Travail.

3. Le registre devra comprendre les certificats délivrés ou reconnus par l'autorité compétente, ou des copies certifiées, conformes desdits certificats, établis de la manière prescrite par l'autorité compétente, compte tenu des modèles recommandés par le Bureau international du Travail en ce qui concerne, selon le cas, l'essai, l'examen approfondi ou l'inspection des appareils de levage et des accessoires de manutention.

ARTICLE 26.

1. En vue d'assurer la reconnaissance mutuelle des dispositions prises par les Membres ayant ratifié la présente convention en ce qui concerne l'essai, l'examen approfondi, l'inspection et l'établissement des certificats relatifs aux appareils de levage et aux accessoires de manutention qui font partie de l'équipement d'un navire, ainsi que les procès-verbaux y relatifs:

a) l'autorité compétente de tout Membre ayant ratifié la convention devra désigner ou reconnaître de toute autre manière des personnes ou des institutions nationales ou internationales compétentes chargées d'effectuer les essais et les examens approfondis ou autres activités connexes, dans des conditions telles que ces personnes ou institutions ne continuent d'être désignées ou d'être reconnues que si elles s'acquittent de leurs fonctions de manière satisfaisante;

b) tout Membre ayant ratifié la convention devra accepter ou reconnaître les personnes ou institutions désignées ou autrement reconnues en vertu de l'alinéa a) ci-dessus, ou devra conclure des accords de réciprocité en ce qui concerne cette acceptation ou cette reconnaissance, sous réserve, dans les deux cas, que lesdites personnes ou institutions s'acquittent de leurs fonctions de manière satisfaisante.

2. Aucun appareil de levage, accessoire de manutention ou autre appareil de manutention ne devra être utilisé si:

a) soit l'autorité compétente n'est pas convaincue, sur la base d'un certificat d'essai ou d'examen, ou procès-verbal authentifié, selon le cas, que l'essai, l'examen ou l'inspection nécessaire a été effectué conformément aux dispositions de la présente convention;

b) soit, de l'avis de l'autorité compétente, l'utilisation de l'appareil ou de l'accessoire n'offre pas des garanties de sécurité suffisantes.

3. Le paragraphe 2 ci-dessus ne devra pas être appliqué de manière à retarder le chargement ou le déchargement d'un navire pour autant que l'équipement qui y est utilisé satisfasse l'autorité compétente.

ARTICLE 27.

1. Tout appareil de levage (autre qu'un mât de charge de navire) n'ayant qu'une seule charge maximale d'utilisation et tout accessoire de manutention devront porter, de façon claire, l'indication de leur charge maximale d'utilisation, apposée au moyen d'un poinçon ou, lorsque cela n'est pratiquement pas réalisable, à l'aide d'autres moyens appropriés.

2. Tout appareil de levage (autre qu'un mât de charge de navire) ayant plus d'une charge maximale d'utilisation devra être équipé de dispositifs efficaces permettant au conducteur de déterminer la charge maximale dans toutes les conditions d'utilisation.

3. Tout mât de charge de navire (autre qu'un mât-grue) devra porter, de façon claire, l'indication des charges maximales d'utilisation applicables lorsque le mât de charge est utilisé:

a) seul;

b) avec une poulie inférieure;

c) couplé à un autre mât de charge dans toutes les positions possibles de la poulie.

ARTICLE 28.

Tout navire devra conserver à son bord les plans de gréement et tous autres documents nécessaires pour permettre le gréement correct des mâts de charge et de leurs accessoires.

ARTICLE 29.

Les palettes et autres dispositifs analogues destinés à contenir ou à porter des charges devront être de construction solide et d'une résistance suffisante et ne présenter aucun défaut visible de nature à en rendre l'utilisation dangereuse.

ARTICLE 30.

Les charges ne devront être ni levées ni affalées si elles ne sont pas élinguées ou autrement fixées à l'appareil de levage d'une manière offrant des garanties de sécurité.

ARTICLE 31.

1. L'aménagement des terminaux de conteneurs et l'organisation du travail dans ces terminaux devront être conçus de manière à assurer, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, la sécurité des travailleurs.

2. Les navires transportant des conteneurs devront être équipés de moyens permettant d'assurer la sécurité des travailleurs qui procèdent au saisissage ou au dessaisissage des conteneurs.

ARTICLE 32.

1. Les cargaisons dangereuses devront être conditionnées, marquées et étiquetées, manutentionnées, entreposées ou arrimées conformément aux dispositions des règlements internationaux applicables au transport des marchandises dangereuses par eau et à la manutention des marchandises dangereuses dans les ports.

2. Les substances dangereuses ne devront être manutentionnées, entreposées ou arrimées que si elles ont été conditionnées et étiquetées conformément aux règlements internationaux applicables au transport de ces substances.

3. Si des récipients ou des conteneurs renfermant des substances dangereuses sont brisés ou endommagés au point de présenter un risque, les opérations de manutentions portuaires autres que celles qui sont nécessaires pour éliminer le danger devront être interrompues dans la zone menacée, et les travailleurs mis à l'abri jusqu'à ce que le risque ait été éliminé.

4. Des mesures suffisantes devront être prises pour prévenir l'exposition des travailleurs à des substances ou agents toxiques ou nocifs, ou à des atmosphères présentant une insuffisance d'oxygène ou un risque d'explosion.

5. Lorsque des travailleurs sont appelés à pénétrer dans des espaces confinés dans lesquels peuvent se trouver des substances toxiques ou nocives, ou dans lesquels peut se manifester une insuffisance d'oxygène, des mesures suffisantes devront être prises pour prévenir les risques d'accident et d'atteinte à la santé.

ARTICLE 33.

Des précautions appropriées devront être prises pour protéger les travailleurs contre les effets dangereux d'un bruit excessif sur les lieux de travail.

ARTICLE 34.

1. Lorsqu'une protection suffisante contre les risques d'accident ou d'atteinte à la santé ne peut être assurée par d'autres moyens, les travailleurs devront être pourvus des équipements de protection individuelle et des vêtements de protection qui peuvent être raisonnablement exigés pour leur permettre d'effectuer leur travail en toute sécurité, et devront être tenus d'en faire un usage approprié.

2. Les travailleurs devront être appelés à prendre soin de ces équipements de protection individuelle et de ces vêtements de protection.

3. Les équipements de protection individuelle et les vêtements de protection devront être convenablement entretenus par l'employeur.

ARTICLE 35.

En prévision d'accidents, des moyens suffisants, y compris un personnel qualifié, devront être facilement disponibles pour sauver toute personne en danger, administrer les premiers secours et évacuer les blessés dans toute la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable sans aggraver leur état.

ARTICLE 36.

1. Tout Membre devra déterminer, par voie de législation nationale ou toute autre voie appropriée conforme à la pratique et aux conditions nationales et après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées:

a) les risques professionnels pour lesquels il convient de prévoir un examen médical préalable ou des examens médicaux périodiques, ou les deux types d'examen;

b) compte tenu de la nature et du degré des risques courus et des circonstances particulières, l'intervalle maximal auquel les examens périodiques doivent être effectués;

c) dans le cas de travailleurs exposés à des risques professionnels particuliers pour la santé, la portée des examens spéciaux jugés nécessaires;

d) les mesures appropriées pour assurer un service de médecine du travail pour les travailleurs.

2. Les examens médicaux et spéciaux effectués en vertu du **paragraphe 1 ci-dessus ne devront occasionner aucuns frais pour les travailleurs.**

3. Les constatations faites lors des examens médicaux et spéciaux devront demeurer confidentielles.

ARTICLE 37.

1. Des comités de sécurité et d'hygiène comprenant des **représentants des employeurs et des travailleurs devront être créé dans tous les ports où sont occupés un nombre important de travailleurs.** Si nécessaire, de tels comités devront également être institués dans les autres ports.

2. La mise en place, la composition et les fonctions de ces comités devront être déterminées par voie de législation nationale ou toute autre voie appropriée conforme à la pratique et aux conditions nationales, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées et à la lumière des conditions locales.

ARTICLE 38.

1. Aucun travailleur ne devra être employé à des manutentions portuaires sans avoir reçu une instruction ou une formation suffisantes quant aux risques potentiels inhérents à son travail et quant aux principales précautions à prendre.

2. Seules les personnes qui sont âgées d'au moins dix-huit ans et qui possèdent les aptitudes et l'expérience nécessaires ou les personnes en cours de formation qui sont convenablement encadrées pourront conduire les appareils de levage et autres appareils de manutention.

ARTICLE 39.

En vue de contribuer à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, des mesures devront être prises pour que ceux-ci soient déclarés à l'autorité compétente et, si nécessaire, fassent l'objet d'une enquête.

ARTICLE 40.

Conformément à la législation ou à la pratique nationales, des installations sanitaires et des salles d'eau appropriées et convenablement entretenues devront être prévues en nombre suffisant dans tous les docks et à distance raisonnable des lieux de travail partout où cela est pratiquement réalisable.

PARTIE IV. APPLICATION.**ARTICLE 41.**

Chaque Membre qui ratifie la présente convention devra:

a) préciser les obligations en matière de sécurité et d'hygiène du travail des personnes et des organismes concernés par les manutentions portuaires;

b) prendre les mesures nécessaires, et notamment prévoir des sanctions appropriées, en vue d'assurer l'application des dispositions de la présente convention;

c) charger des services d'inspection appropriés du contrôle de l'application des mesures à prendre conformément aux dispositions de la présente convention ou vérifier qu'une inspection adéquate est assurée.

ARTICLE 42.

1. La législation nationale devra prescrire les délais dans lesquels les dispositions de la présente convention deviendront applicables en ce qui concerne:

a) la construction ou l'équipement des navires;

b) la construction ou l'équipement de tout appareil de levage ou de manutention situé à quai;

c) la construction de tout accessoire de manutention.

2. Les délais prescrits conformément au paragraphe 1 ci-dessus ne devront pas dépasser quatre ans à partir de la date de ratification de la présente convention.

PARTIE V. DISPOSITIONS FINALES.**ARTICLE 43.**

La présente convention porte révision de la convention sur la protection des dockers contre les accidents, 1929, et de la convention sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932.

ARTICLE 44.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 45.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 46.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 47.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 48.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 49.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 50.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 46 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 51.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante-cinquième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1979.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1979:

Le Président de la Conférence

RAVINDRA VARMA

Le Directeur général du Bureau international du Travail

FRANCIS BLANCHARD

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE N. 152

CONVENZIONE
relativa alla sicurezza e all'igiene del lavoro
nelle operazioni portuali

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata dal Consiglio d'amministrazione del Bureau international du Travail e riunitasi a Ginevra il 6 giugno 1979, nella sua sessantacinquesima sessione;

Preso atto delle disposizioni delle convenzioni e raccomandazioni internazionali pertinenti e in particolare di quelle della convenzione sull'indicazione del peso sui grossi colli trasportati per via d'acqua, 1929, della convenzione sulla protezione dei macchinari, 1963, e della convenzione sull'ambiente di lavoro (inquinamento atmosferico, rumore e vibrazioni), 1977;

Ritenuto di adottare varie proposte riguardanti il riesame della convenzione (n. 32) sulla protezione dei portuali contro gli infortuni (riesaminata), 1932, questione riportata nel punto quarto dell'ordine del giorno della sessione;

Deciso che tali proposte si concretino nella forma di una convenzione internazionale,

adotta il venticinque giugno millenovecentosettantanove la convenzione che segue con il nome di Convenzione per la sicurezza e l'igiene nelle operazioni portuali, 1979.

PARTE I. CAMPO DI APPLICAZIONE E DEFINIZIONI.

ARTICOLO 1.

L'espressione « operazioni portuali » si riferisce, ai fini della presente convenzione, congiuntamente o separatamente, alle operazioni di carico e scarico di qualsiasi nave e a tutte le operazioni connesse;

la definizione di queste operazioni dovrà essere stabilita dalla legislazione o pratica nazionali. Le organizzazioni dei datori di lavoro e lavoratori interessate dovranno essere consultate al momento dell'elaborazione o riesame di detta definizione o comunque esserne coinvolte.

ARTICOLO 2.

1. Qualora le operazioni portuali vengano effettuate in un luogo a traffico irregolare o limitato a navi di basso tonnellaggio, o movimentazioni portuali relative a pescherecci ovvero a determinate categorie di pescherecci, ogni membro può accordare deroghe per tutte o determinate disposizioni della presente convenzione a condizione che:

a) i lavori vengano eseguiti in condizioni di sicurezza;

b) la competente autorità si sia assicurata, dopo consultazioni con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessate, che la deroga può essere accordata ragionevolmente, tenuto conto di tutte le circostanze.

2. Alcune esigenze particolari della parte III della presente convenzione possono essere modificate se, dopo consultazioni con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessate, la competente autorità si sia accertata che dette modifiche garantiscano vantaggi equivalenti e che, nel suo insieme, la tutela così assicurata non è inferiore a quella risultante dall'applicazione integrale delle disposizioni della presente convenzione.

3. Le deroghe totali o parziali di cui al paragrafo 1 del presente articolo, le modifiche importanti di cui al paragrafo 2 ed i motivi che le hanno motivate dovranno essere specificati nelle relazioni sull'applicazione della convenzione presentate ai sensi dell'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro.

ARTICOLO 3.

Ai fini della presente convenzione:

a) con il termine « lavoratore » si intende qualsiasi persona che svolga operazioni portuali;

b) con l'espressione « persona competente » si intende qualsiasi persona che possiede le conoscenze e l'esperienza richieste per il compimento di una o più funzioni specifiche ed accettabile in quanto tale dalla competente autorità;

c) con l'espressione « persona responsabile » si intende qualsiasi persona designata dal datore di lavoro, dal comandante della nave oppure dal proprietario di questa, a seconda dei casi, per as-

sicurare l'esecuzione di una o più funzioni specifiche e che possieda conoscenze ed esperienza sufficienti nonché l'autorità necessaria per poter assolvere convenientemente la o le proprie funzioni;

d) con l'espressione « persona autorizzata » si intende qualsiasi persona autorizzata dal datore di lavoro, dal comandante della nave o da persona responsabile, ad assolvere uno o più incarichi specifici, e che possiede le conoscenze tecniche e l'esperienza necessarie;

e) l'espressione « attrezzatura di sollevamento » si riferisce a tutte le attrezzature di operazioni portuali, fisse o mobili, utilizzate a terra o a bordo della nave per sospendere, sollevare o calare carichi ovvero per trasferirli da un luogo all'altro sospesi o sollevati; ivi compresi i convogliatori a nastro azionati da forza motrice;

f) l'espressione « accessori di operazioni portuali » si riferisce a qualsiasi accessorio per mezzo del quale un carico può essere fissato ad una attrezzatura di sollevamento, ma che non fa parte integrante dell'attrezzatura o del carico;

g) il termine « accesso » comprende anche la nozione di uscita;

h) il termine « nave » si riferisce a navi, imbarcazioni, pescherecci, chiatte, alleggi e navi-chiatte di qualsiasi categoria, escluse le navi da guerra.

PARTE II. DISPOSIZIONI GENERALI.

ARTICOLO 4.

1. La legislazione nazionale dovrà prescrivere, in materia di operazioni portuali, delle misure conformi alle disposizioni della parte III della presente convenzione riguardo a:

a) sistemazione e manutenzione dei luoghi di lavoro e dei materiali e il ricorso a metodi di lavoro che possano offrire garanzie di sicurezza e salubrità;

b) sistemazione e manutenzione, in tutti i luoghi di lavoro, di mezzi di accesso che garantiscano la sicurezza dei lavoratori;

c) informazione, formazione e controllo indispensabili per garantire la protezione dei lavoratori contro i rischi di infortunio o contro i rischi per la salute derivanti dal loro lavoro o intervenuti nel corso di quest' ultimo;

d) messa a disposizione dei lavoratori di qualsiasi attrezzatura per la protezione individuale, tuta di protezione e mezzo di salvataggio che potranno essere ragionevolmente richiesti nel caso in cui non si possano prevenire in altro modo i rischi d'infortunio o i rischi per la salute;

e) predisposizione e manutenzione di adeguati e sufficienti mezzi di pronto soccorso e salvataggio;

f) elaborazione ed istituzione di adeguati processi concepiti per far fronte a qualsiasi eventuale situazione d'emergenza.

2. Le misure da adottare per l'applicazione della presente convenzione dovranno riguardare:

a) le prescrizioni generali relative alla costruzione, attrezzatura e manutenzione degli impianti portuali e altri luoghi dove si effettuino operazioni portuali;

b) la lotta contro gli incendi, le esplosioni e la loro prevenzione;

c) mezzi sicuri di accesso alle navi, stive, piattaforme, materiali ed attrezzature di sollevamento;

d) il trasporto dei lavoratori;

e) l'apertura e chiusura dei boccaporti, la protezione dei boccaporti ed il lavoro nelle stive;

f) la costruzione, manutenzione ed utilizzazione delle attrezzature di sollevamento e di operazioni portuali;

g) la costruzione, manutenzione ed utilizzazione delle piattaforme;

h) l'attrezzatura e l'utilizzazione degli alberi di caricamento;

i) il controllo, l'esame, l'ispezione e la certificazione, in caso di necessità, delle attrezzature di sollevamento, degli accessori di operazioni portuali (comprese le catene e i cavi), delle brache e degli altri dispositivi di sollevamento facenti parte integrante del carico;

j) le operazioni portuali dei diversi tipi di carico;

k) l'accatastamento ed il deposito delle merci;

l) le sostanze pericolose e gli altri rischi dell'ambiente di lavoro;

m) l'equipaggiamento per la protezione individuale e le tute di protezione;

n) gli impianti sanitari, i servizi e le sale di riposo;

o) la sorveglianza medica;

p) il pronto soccorso e i mezzi di salvataggio;

q) l'organizzazione della sicurezza e dell'igiene;

r) la formazione dei lavoratori;

s) la denuncia e l'inchiesta in caso d'infortunio sul lavoro e di malattia professionale.

3. L'applicazione pratica delle prescrizioni derivanti dal paragrafo 1 del presente articolo dovrà essere assicurata da o comunque basarsi su norme tecniche o raccolte di direttive pratiche approvate dalla competente autorità, o altri metodi appropriati compatibili con la pratica e le condizioni nazionali.

ARTICOLO 5.

1. La legislazione nazionale farà assumere alle persone appropriate — datori di lavoro, proprietari, comandanti o qualsiasi altra persona, a seconda dei casi — la responsabilità di applicare le misure contemplate nel paragrafo 1 dell'articolo 4.

2. Nel caso in cui più datori di lavoro svolgano simultaneamente delle attività sul medesimo luogo di lavoro, essi hanno il dovere di collaborare per l'applicazione delle prescritte misure senza che si limiti la responsabilità personale del datore di lavoro per la salute e la sicurezza dei lavoratori da lui impiegati. L'autorità competente prescriverà espressamente le procedure generali regolanti le suddette collaborazioni, nei casi appropriati.

ARTICOLO 6.

1. Si adotteranno misure affinché i lavoratori:

a) siano tenuti a non ostacolare indebitamente il funzionamento di un dispositivo di sicurezza concepito per la loro tutela o quella di altre persone, o comunque a non utilizzarlo non correttamente;

b) prendano opportunamente cura della loro sicurezza e di quella di altre persone che possano essere danneggiate dal loro comportamento od omissione nel lavoro;

c) segnalino tempestivamente al loro diretto superiore qualsiasi situazione che pensano possa presentare un rischio al quale essi non sono in grado di rimediare allo scopo di permettere l'adozione di misure di correzione.

2. I lavoratori dovranno avere il diritto, in qualsiasi luogo di lavoro, di contribuire alla sicurezza del lavoro nei limiti del controllo che essi possono esercitare sui materiali ed i metodi di lavoro e di esprimere opinioni che vertano sulla sicurezza dei processi di lavoro adottati.

Nella misura in cui ciò è appropriato e conforme alla legislazione ed alla pratica nazionali, tale diritto verrà esercitato a mezzo di comitati per la sicurezza e l'igiene creati ai sensi dell'articolo 37 della presente convenzione.

ARTICOLO 7.

1. Per l'applicazione delle disposizioni della presente convenzione, per via della legislazione nazionale o per altra opportuna via conforme alla pratica e condizioni nazionali, la competente autorità dovrà consultarsi con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessate.

2. Una stretta collaborazione tra datori di lavoro e lavoratori o loro rappresentanti dovrà essere istituita per l'applicazione delle misure contemplate nel paragrafo 1 dell'articolo 4.

PARTE III. MISURE TECNICHE.

ARTICOLO 8.

Nel caso in cui un luogo di lavoro presenti dei rischi per la sicurezza o la salute, dovranno essere adottate efficaci misure (recinzione, segnalazione od altri adeguati mezzi, compreso, se necessario, l'arresto del lavoro) allo scopo di tutelare i lavoratori fino ad eliminazione di tali rischi.

ARTICOLO 9.

1. Tutti i luoghi nei quali si effettuano operazioni portuali e tutte le vie di accesso a tali luoghi dovranno essere adeguatamente e sufficientemente illuminati.

2. Qualsiasi ostacolo che possa rappresentare un rischio per lo spostamento di una attrezzatura di sollevamento, di un veicolo o di una persona dovrà — se non può essere eliminato per ragioni d'ordine pratico — essere adeguatamente e visibilmente segnalato e, se necessario, sufficientemente illuminato.

ARTICOLO 10.

1. Tutte le superfici utilizzate per la circolazione dei veicoli o l'accatastamento dei prodotti o merci dovranno essere predisposte a tali scopi e si dovrà assicurarne la manutenzione.

2. Le operazioni di accatastamento, stivaggio, disaccatastamento o distivaggio dei prodotti e delle merci dovranno essere eseguite in modo ordinato e con le dovute precauzioni, tenuto conto della natura e dell'imballaggio dei prodotti o merci.

ARTICOLO 11.

1. Corridoi di sufficiente larghezza dovranno essere disposti per permettere la sicura utilizzazione dei veicoli e delle attrezzature di movimentazione.

2. Corridoi ad uso specifico dei pedoni dovranno essere disposti qualora ciò si riveli necessario e di possibile realizzazione; tali corridoi dovranno essere di larghezza sufficiente e, nella misura del possibile, separati dai corridoi utilizzati dai veicoli.

ARTICOLO 12.

Appropriati e sufficienti dispositivi antincendio dovranno essere disposti per essere utilizzati nei luoghi dove si effettuano operazioni portuali.

ARTICOLO 13.

1. Tutte le parti pericolose delle macchine dovranno essere efficacemente protette a meno che non siano disposte o sistemate in modo da offrire la stessa sicurezza come se fossero efficacemente protette.

2. Efficaci misure dovranno essere adottate allo scopo di interrompere tempestivamente se necessario, in caso di emergenza, l'erogazione d'energia di ogni macchina.

3. Quando bisogna effettuare su una macchina dei lavori di pulizia, manutenzione o riparazione che comportano rischi per le persone, la macchina dovrà essere fermata prima di procedere ai lavori e bisognerà prendere delle adeguate misure atte a garantire la rimessa in funzione della macchina solo al termine di tali lavori; resta inteso che una persona responsabile potrà rimetterla in funzione per un controllo o collaudo ai quali non sarebbe possibile procedere con la macchina non in funzione.

4. Solamente una persona autorizzata potrà:

- a) rimuovere uno schermo protettore per esigenze di lavoro;
- b) rimuovere un dispositivo di sicurezza o disattivarlo per poter procedere alla pulizia, controllo o riparazione.

5. Bisognerà prendere le dovute precauzioni in caso di rimozione dello schermo protettore; questo dovrà essere rimesso non appena possibile.

6. Nel caso in cui si rimuova o disattivi un dispositivo di sicurezza questo dovrà essere rimesso a posto o riattivato non appena possibile, inoltre dovranno adottarsi misure affinché l'im-

pianto in questione non venga rimesso in funzione intempestivamente o non venga utilizzato finchè il dispositivo di sicurezza non sia stato rimesso a posto o riattivato.

7. Ai fini del presente articolo, il termine « macchina » comprende qualsiasi attrezzatura di sollevamento, pannello di stiva meccanico o apparecchio azionato da forza motrice.

ARTICOLO 14.

Qualsiasi materiale e impianto elettrico dovrà essere costruito, sistemato, utilizzato e mantenuto in modo da prevenire qualsiasi pericolo ed essere conforme alle norme stabilite dalla competente autorità.

ARTICOLO 15.

Quando una nave viene caricata o scaricata da bordo a bordo con un'altra nave o da bordo in banchina, adeguati mezzi di accesso alla nave atti a garantire la sicurezza e correttamente installati ed assicurati dovranno essere predisposti e tenuti a disposizione.

ARTICOLO 16.

1. Nel caso in cui si debba provvedere al trasporto per acqua dei lavoratori su una nave od in altri luoghi ed al loro ritorno, si dovranno prevedere adeguate misure per garantire la sicurezza del loro imbarco, trasporto e sbarco; si dovranno specificare le condizioni richieste per le imbarcazioni adibite a tale scopo.

2. Nel caso in cui si debba provvedere al trasporto per terra dei lavoratori verso un luogo di lavoro o al loro ritorno, i mezzi di trasporto messi a disposizione dal datore di lavoro dovranno offrire garanzie di sicurezza.

ARTICOLO 17.

1. L'accesso alla stiva o al ponte merci dovrà essere assicurato:

a) da una scala fissa o, quando ciò si riveli irrealizzabile, da una scala a pioli fissa, da una galloccia o da dei gradini scavati di adeguate dimensioni, di sufficiente resistenza e di costruzione appropriata;

b) da qualsiasi altro mezzo accettabile per la competente autorità.

2. Nella misura del ragionevole e realizzabile, i mezzi di accesso specificati nel presente articolo dovranno essere separati dalla zona dei boccaporti.

3. I lavoratori non dovranno utilizzare né essere obbligati ad utilizzare mezzi di accesso alla stiva o al ponte merci diversi da quelli specificati nel presente articolo.

ARTICOLO 18.

1. Nessun pannello di stiva né baglio dovrà essere utilizzato, a meno che non sia di solida costruzione, abbia una resistenza adeguata all'uso a cui è destinato e sia mantenuto in buono stato.

2. I pannelli di stiva manovrati a mezzo di una attrezzatura di sollevamento dovranno essere forniti di appropriati attacchi e facilmente accessibili per il fissaggio delle brache o di qualsiasi altro accessorio.

3. I pannelli di stiva e i bagli non intercambiabili dovranno essere segnalati in modo chiaro per indicare i boccaporti ai quali appartengono e la loro posizione rispetto a questi.

4. Solamente una persona autorizzata (possibilmente un membro dell'equipaggio) potrà aprire o chiudere i pannelli di stiva azionati da forza motrice; questi non dovranno essere aperti o chiusi fin tanto che la manovra presenti pericolo per qualsiasi persona.

5. Le disposizioni di cui al paragrafo 4 dovranno essere applicate, *mutatis mutandis*, agli impianti di bordo azionati da forza motrice quali: porta disposta nello scafo, rampa, ponte-garage retrattile, o altro analogo dispositivo.

ARTICOLO 19.

1. Si prenderanno adeguate misure per proteggere qualsiasi apertura che possa comportare rischi di caduta dei lavoratori o dei veicoli su un ponte od interponte dove i lavoratori sono tenuti a svolgere le loro mansioni.

2. Tutti i boccaporti sprovvisti di battenti di adeguata altezza e resistenza dovranno essere chiusi o, se non vengono utilizzati, bisognerà rimettere a posto i parapetti salvo che si tratti di interruzioni di lavoro di breve durata; una persona responsabile sarà incaricata di controllare che tali misure vengano eseguite.

ARTICOLO 20.

1. Bisognerà adottare tutte le misure necessarie per garantire la sicurezza ai lavoratori delle stive e dell'interponte merci della nave qualora si utilizzino veicoli a motore o si effettuino operazioni di carico o scarico a mezzo di apparecchi a motore.

2. I pannelli di stiva e i bagli non dovranno essere tolti o rimessi a posto durante il corso dei lavori effettuati nella stiva situata sotto il boccaporto. Prima di procedere ad operazioni di carico o scarico, i pannelli di stiva ed i bagli non convenientemente disposti dovranno essere rimossi.

3. Una ventilazione sufficiente dovrà essere assicurata nella stiva o interponte merci con circolazione di aria fresca per prevenire rischi per la salute dovuti al fumo dei motori a combustione interna o da altre fonti.

4. Adeguate disposizioni, compresi mezzi sicuri di evacuazione, per la tutela delle persone dovranno essere previste qualora si effettuino operazioni di carico o scarico di merci senza imballaggio in una stiva od interponte o qualora un lavoratore sia chiamato a svolgere mansioni in una tramoggia a bordo.

ARTICOLO 21.

Qualsiasi attrezzatura di sollevamento, accessorio di operazione portuale e braca o dispositivo di sollevamento facente parte integrante di un carico dovrà essere:

a) di progettazione e costruzione accurata, di resistenza rispondente all'uso a cui è destinato, in buono stato di manutenzione e, per quanto riguarda l'attrezzatura di sollevamento, è richiesta la corretta sistemazione;

b) utilizzato in modo corretto e sicuro; in particolare non dovrà sopportare pesi superiori alla portata massima di utilizzo, salvo che si tratti di controlli regolamentari effettuati sotto la direzione di una persona competente.

ARTICOLO 22.

1. Tutte le attrezzature di sollevamento e gli accessori di operazioni portuali dovranno essere sottoposti a controlli eseguiti conformemente alla legislazione nazionale da persona competente prima di essere messi in funzione per la prima volta e dopo che qualsiasi modifica o riparazione importante sia stata effettuata su una parte che possa coinvolgere la sicurezza.

2. Le attrezzature di sollevamento facenti parte dell'attrezzatura di una nave saranno sottoposte ad ulteriori controlli almeno una volta ogni cinque anni.

3. Le attrezzature di sollevamento di banchina saranno sottoposte ad ulteriori controlli agli intervalli prescritti dalla competente autorità.

4. Al termine di ogni controllo dell'attrezzatura di sollevamento o dell'accessorio di operazione portuale eseguito in conformità alle disposizioni del presente articolo, l'attrezzatura o l'accessorio sarà sottoposto ad approfonditi esami e dovrà essere certificato dalla persona che avrà effettuato il controllo.

ARTICOLO 23.

1. Nonostante le disposizioni dell'articolo 22, tutte le attrezzature di sollevamento e gli accessori di qualsiasi operazione portuale dovranno essere periodicamente ed approfonditamente esaminati e certificati da persona competente; tali esami dovranno effettuarsi almeno una volta l'anno.

2. Ai fini del paragrafo 4 dell'articolo 22 e del paragrafo 1 del presente articolo, si intende per esame approfondito un esame visivo particolareggiato effettuato da persona competente, completato, se necessario, da altri mezzi o misure appropriate allo scopo di pervenire a delle conclusioni fondate in quanto a sicurezza della attrezzatura di sollevamento o dell'accessorio di operazione portuale preso in esame.

ARTICOLO 24.

1. Tutti gli accessori di operazioni portuali dovranno essere regolarmente ispezionati prima della loro utilizzazione; resta inteso che le brache perse o eliminabili non dovranno essere riutilizzate. Nei carichi preimbracati, le brache dovranno essere ispezionate tutte le volte che l'operazione si riveli realizzabile e ragionevole.

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, si intende per ispezione un esame visivo effettuato da persona competente per stabilire se, nella misura in cui ciò possa essere determinato in tale maniera, l'utilizzazione dell'accessorio o braca può essere continuata senza alcun rischio.

ARTICOLO 25.

1. Processi verbali debitamente autenticati, che constatino una sufficiente presunta sicurezza di funzionamento delle attrezzature di sollevamento e degli accessori di operazioni portuali considerati, dovranno essere tenuti, a terra o a bordo, a seconda dei casi;

dovranno precisare: la portata massima di utilizzo, la data e l'esito dei controlli, gli esami approfonditi e le ispezioni menzionate negli articoli 22, 23 e 24; resta inteso che, nel caso di ispezione, menzionata al paragrafo 1 dell'articolo 24, il processo verbale dovrà essere redatto solamente qualora l'ispezione abbia individuato un difetto.

2. Un registro delle attrezzature di sollevamento e degli accessori di operazioni portuali dovrà essere tenuto in conformità alle prescrizioni della competente autorità, tenuto conto del modello raccomandato dal Bureau international du Travail.

3. Il registro dovrà comprendere i certificati rilasciati o riconosciuti dalla competente autorità o delle copie certificate conformi ai detti certificati, stabiliti nel modo prescritto dalla competente autorità tenuto conto dei modelli raccomandati dal Bureau international du Travail per quanto riguarda, a seconda dei casi, il controllo, l'esame approfondito o l'ispezione delle attrezzature di sollevamento e degli accessori di operazioni portuali.

ARTICOLO 26.

1. In vista di assicurare il reciproco riconoscimento delle disposizioni adottate dai membri ratificanti della presente convenzione per quanto riguarda il controllo, l'esame approfondito, la ispezione e la compilazione dei certificati relativi alle attrezzature di sollevamento ed agli accessori di operazioni portuali facenti parte dell'attrezzatura di una nave e i relativi processi verbali:

a) la competente autorità di qualsiasi membro che ha ratificato la convenzione dovrà designare o comunque riconoscere in qualunque altro modo delle persone od istituzioni nazionali od internazionali competenti incaricate di effettuare i controlli e gli esami approfonditi od altre attività connesse, in condizioni tali che queste persone o istituzioni non continuino ad essere designate o riconosciute solamente qualora svolgano le loro funzioni in modo soddisfacente;

b) qualsiasi membro ratificante la convenzione dovrà accettare o riconoscere le persone od istituzioni designate o altrimenti riconosciute ai sensi del capoverso a) del presente articolo o dovrà concludere degli accordi di reciprocità per quanto riguarda l'accettazione od il riconoscimento, con riserva, in ambedue i casi, che dette persone od istituzioni svolgano le loro funzioni in modo soddisfacente.

2. Nessuna attrezzatura di sollevamento, accessorio di operazioni portuali od altra attrezzatura di operazioni portuali dovrà essere utilizzata se:

a) la competente autorità non è convinta in base ad un certificato di controllo o di esame oppure ad un processo verbale au-

tenticato, a seconda dei casi, che il controllo, l'esame o la ispezione necessaria sia stata effettuata in conformità alle disposizioni della presente convenzione;

b) la competente autorità giudica che l'utilizzazione dell'attrezzatura o accessorio non offre sufficienti garanzie di sicurezza.

3. Il paragrafo 2 del presente articolo non dovrà essere applicato in modo da causare ritardo nel carico o scarico della nave per quanto l'attrezzatura utilizzata possa o no soddisfare la competente autorità.

ARTICOLO 27.

1. Tutte le attrezzature di sollevamento (ad eccezione dell'albero di caricamento della nave) aventi una sola portata massima di utilizzo e tutti gli accessori di operazioni portuali dovranno portare in modo chiaro l'indicazione della loro portata massima di utilizzo apposta a mezzo di un punzone o qualora ciò non fosse possibile ricorrendo ad altri mezzi.

2. Tutte le attrezzature di sollevamento (ad eccezione dell'albero di caricamento della nave) aventi più di una portata massima di utilizzo dovranno essere attrezzate con efficaci dispositivi che permettano al conducente di determinare la portata massima in tutte le condizioni di utilizzo.

3. Tutti gli alberi di caricamento della nave (ad eccezione degli alberi gru) dovranno portare, in modo chiaro, l'indicazione delle portate massime di utilizzo applicabili qualora l'albero di caricamento venga usato:

a) da solo;

b) con una puleggia inferiore;

c) insieme ad un altro albero di caricamento, in tutte le possibili posizioni della puleggia.

ARTICOLO 28.

Tutte le navi dovranno avere a bordo i piani di allestimento e tutti gli altri documenti necessari per permettere il corretto allestimento degli alberi di caricamento e dei loro accessori.

ARTICOLO 29.

Le piattaforme di carico e gli altri dispositivi analoghi destinati a contenere o sopportare carichi dovranno essere di solida costruzione, di sufficiente resistenza e privi di qualsiasi difetto visibile tale da renderne pericoloso l'uso.

ARTICOLO 30.

I carichi non dovranno essere sollevati né calati se non imbracati od altrimenti fissati alla attrezzatura di sollevamento in modo da offrire garanzia di sicurezza.

ARTICOLO 31.

1. La sistemazione dei terminali per i contenitori e l'organizzazione del lavoro in tali terminali dovranno essere consegnate in modo da garantire, entro i limiti del possibile e del realizzabile, la sicurezza dei lavoratori.

2. Le navi trasportatrici di contenitori dovranno essere attrezzate con mezzi che garantiscano la sicurezza dei lavoratori addetti alle operazioni di imbracatura dei contenitori.

ARTICOLO 32.

1. I carichi pericolosi dovranno essere, nelle operazioni portuali, imballati, marcati ed etichettati, stivati od accatastati in conformità alle disposizioni dei regolamenti internazionali applicabili al trasporto delle merci pericolose via acqua e alla movimentazione delle merci pericolose nei porti.

2. Le sostanze pericolose potranno essere, nelle operazioni portuali, stivate od accatastate solamente se imballate, marcate ed etichettate in conformità ai regolamenti internazionali applicabili al trasporto di tali sostanze.

3. Qualora recipienti o contenitori che racchiudono sostanze pericolose siano rotti o danneggiati al punto da coinvolgere la sicurezza dei lavoratori, le operazioni di movimentazione portuale, eccetto quelle necessarie per eliminare il pericolo, dovranno essere interrotte nella zona minacciata ed i lavoratori dovranno stare al riparo fino ad eliminazione del pericolo.

4. Adeguate misure dovranno essere adottate per prevenire la esposizione dei lavoratori a sostanze od agenti tossici o nocivi o ad ambienti insufficientemente ossigenati o che presentino rischi di esplosione.

5. Qualora i lavoratori siano chiamati a entrare in aree chiuse nelle quali possono trovarsi sostanze tossiche o nocive o nelle quali si può manifestare una carenza di ossigeno, adeguate misure dovranno essere adottate per prevenire i rischi d'infortunio e rischi per la salute.

ARTICOLO 33.

Si dovranno prendere le dovute precauzioni per tutelare i lavoratori dagli effetti pericolosi di eccessivo rumore sui luoghi di lavoro.

ARTICOLO 34.

1. Qualora non si possa assicurare in altro modo una adeguata protezione contro i rischi di infortunio o rischi per la salute, i lavoratori dovranno servirsi di un'attrezzatura per la protezione individuale e di tute di protezione che essi potranno richiedere per poter svolgere le loro mansioni in sicurezza e saranno tenuti a farne buon uso.

2. I lavoratori saranno tenuti a prendere cura di tali attrezzature per la protezione individuale e delle tute di protezione.

3. Le attrezzature per la protezione individuale e le tute di protezione dovranno essere convenientemente conservate dal datore di lavoro.

ARTICOLO 35.

In previsione d'infortuni, mezzi adeguati, ivi compreso un personale qualificato, dovranno essere facilmente disponibili per salvare qualsiasi persona in pericolo, prestare i primi soccorsi ed evacuare i feriti nei limiti del possibile e del ragionevole 'senza aggravare il loro stato.

ARTICOLO 36.

1. Ogni membro dovrà stabilire, per via legislativa o per altra via conforme alla pratica e condizioni nazionali dopo consultazioni con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessate:

a) i rischi professionali per i quali conviene prevedere un esame medico preliminare o degli esami medici periodici o i due tipi di esami;

b) tenuto conto della natura e grado dei rischi e delle particolari circostanze, l'intervallo massimo al quale devono essere effettuati gli esami periodici;

c) nel caso di lavoratori esposti a particolari rischi professionali per la salute, la portata degli esami specialistici considerati necessari;

d) le opportune misure per effettuare un servizio di medicina del lavoro per i lavoratori.

2. Gli esami medici e specialistici effettuati ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo non potranno comportare alcuna spesa per i lavoratori.

3. Le constatazioni fatte nel corso degli esami medici e specialistici avranno carattere confidenziale.

ARTICOLO 37.

1. Comitati di sicurezza e d'igiene in cui siano rappresentati i datori di lavoro ed i lavoratori dovranno essere istituiti in tutti i porti che dispongano di un elevato numero di lavoratori. Se opportuno, tali comitati verranno istituiti anche negli altri porti.

2. Il funzionamento, la composizione e le funzioni dei comitati dovranno essere stabiliti per legge o in altra forma adeguata conforme alla pratica e alle condizioni nazionali dopo consultazioni con le organizzazioni dei datori di lavoro e dei lavoratori interessate e tenuto conto delle condizioni locali.

ARTICOLO 38.

1. Nessun lavoratore dovrà essere incaricato di eseguire operazioni portuali senza avere prima ricevuto istruzioni e formazione sufficienti sui rischi potenziali inerenti al suo lavoro e sulle principali precauzioni da prendere.

2. Solamente le persone dai diciotto anni di età in su e che possiedano le attitudini e la esperienza necessarie o le persone in corso di formazione convenientemente inquadrare potranno manovrare le attrezzature di sollevamento e le altre attrezzature di operazioni portuali.

ARTICOLO 39.

Per contribuire alla prevenzione degli infortuni sul lavoro e delle malattie professionali, dovranno essere adottate misure affinché tali fatti siano denunciati all'autorità competente e, se necessario, siano oggetto di inchiesta.

ARTICOLO 40.

In conformità alla legislazione o prassi nazionali, impianti sanitari e servizi appropriati e convenientemente mantenuti dovranno essere previsti in numero sufficiente in tutte le banchine ed a ragionevole distanza dai luoghi di lavoro dove ciò sia praticamente fattibile.

PARTE IV. APPLICAZIONE.

ARTICOLO 41.

Ogni membro ratificante la presente convenzione dovrà:

- a) precisare gli obblighi in materia di sicurezza ed igiene del lavoro delle persone od enti coinvolti nelle operazioni portuali;
- b) adottare le necessarie misure, e in particolare prevedere opportune sanzioni per assicurare la applicazione delle disposizioni della presente convenzione;
- c) incaricare adeguati servizi di ispezione per il controllo sulla applicazione delle misure da adottare conformemente alle disposizioni della presente convenzione o verificare che vengano eseguite adeguate ispezioni.

ARTICOLO 42.

1. La legislazione nazionale dovrà prescrivere i termini entro i quali le disposizioni della presente convenzione diventeranno applicabili in materia di:

- a) costruzione o attrezzatura delle navi;
- b) costruzione o attrezzatura di tutti gli apparecchi di sollevamento o di operazioni portuali situati sulla banchina;
- c) costruzione di qualsiasi accessorio di operazioni portuali.

2. I termini prescritti in conformità al paragrafo 1 del presente articolo non dovranno superare i quattro anni a partire dalla data di ratifica della presente convenzione.

PARTE V. DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 43.

La presente convenzione è una revisione della convenzione sulla protezione dei portuali contro gli infortuni, 1929, e della convenzione sulla protezione dei portuali contro gli infortuni (riesaminata), 1932.

ARTICOLO 44.

Le ratifiche formali della presente convenzione verranno comunicate al Direttore generale del Bureau international du Travail che provvederà alla registrazione.

ARTICOLO 45.

1. La presente convenzione vincola solo i membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. La presente convenzione entra in vigore dodici mesi dopo la registrazione, effettuata dal Direttore generale, delle ratifiche di due membri.

3. La presente convenzione successivamente entrerà in vigore per ogni membro dopo dodici mesi dalla data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 46.

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente convenzione può, allo scadere di un periodo di 10 anni dopo la data dell'entrata in vigore iniziale della convenzione, denunciare la convenzione, mediante un atto comunicato al Direttore generale del Bureau international du Travail e da lui registrato. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la data di registrazione.

2. Ogni membro che abbia ratificato la presente convenzione e che, nel periodo di un anno dopo la scadenza del termine di dieci anni di cui al precedente paragrafo, non si avvalga della facoltà di denuncia, prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di 10 anni e, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione alla scadenza di ciascun periodo di 10 anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 47.

1. Il Direttore generale del Bureau international du Travail notificherà ad ogni membro dell'Organizzazione internazionale del lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e le denunce che gli verranno comunicate dai membri dell'Organizzazione.

2. Il Direttore generale, con la notifica della registrazione della seconda ratifica comunicatagli, richiamerà l'attenzione dei membri della Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente convenzione.

Il Direttore generale del Bureau international du Travail, ai fini della registrazione di cui all'articolo 102 della Carta delle

Nazioni Unite, comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite esaurienti informazioni su tutte le ratifiche e denunce da lui registrate conformemente ai precedenti articoli.

ARTICOLO 49.

Il Consiglio d'amministrazione del Bureau international du Travail, ogni volta che lo riterrà necessario, presenterà alla Conferenza generale una relazione sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà, se del caso, l'iscrizione all'ordine del giorno della Conferenza della questione della totale o parziale revisione della convenzione stessa.

ARTICOLO 50.

1. Nel caso in cui la Conferenza adotti una nuova convenzione sulla revisione totale o parziale della presente convenzione, e a meno che la nuova convenzione disponga altrimenti:

a) la ratifica, da parte di un membro, della nuova convenzione sulla revisione comporta di pieno diritto, nonostante l'articolo 46 di cui sopra, la denuncia immediata della presente convenzione con riserva che la nuova convenzione sulla revisione sia entrata in vigore;

b) con l'entrata in vigore della nuova convenzione sulla revisione, la presente cessa di essere aperta alla ratifica dei membri.

2. La presente convenzione rimane comunque in vigore nella sua forma e tenore per coloro che l'hanno ratificata e non intendano ratificare la convenzione sulla revisione.

ARTICOLO 51.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo originale della convenzione debitamente adottato dalla Conferenza generale della Organizzazione internazionale del lavoro nella sua 65^a sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 27 giugno 1979.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le firme il ventisette giugno 1979:

Il Presidente della Conferenza

RAVINDRA VARMA

*Il Direttore Generale
dell'Ufficio internazionale del lavoro*

FRANCIS BLANCHARD